ANNEXES

EVALUATION STRATEGIQUE DE L'INSTRUMENT PCPA

Jean Martial Bonis Charancle
Martin Vielajus
Sylvain Colmet-Daage

Avec l'appui de:
Zephirin Mogba
Mustapha Boujrad
Ousman Wann

Juillet 2012

Sommaire

1	LISTE DES PERSONNES RENCONTREES	3
2	DOCUMENTATION CONSULTEE	8
3	ÉTUDES DE CAS	18
	L'ADAPTATION DES OBJECTIFS POLITIQUES DU PROJEG À L'ÉVOLUTION DU CONTEXTE GUINÉEN	18
	SOCIÉTÉ CIVILE ET POUVOIRS PUBLICS AU CONGO	19
	L'EXPÉRIENCE DU PCPA CAMEROUN EN MATIÈRE DE GOUVERNANCE.....	21
	LE PCPA MAROC ET LE RÉSEAU MAROCAIN JEUNESSE ET CONCERTATION (REMAJEC)	22
	POLITIQUES ET PRATIQUES DES BAILLEURS DANS LE DOMAINE DE L'APPUI À LA SOCIÉTÉ CIVILE.....	23
	TYPLOGIE ET CARTOGRAPHIE DES ACTEURS ET DES ESPACES DE CONCERTATION : UNE APPROCHE DE L'UNION EUROPÉENNE	24
4	PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ENQUETE	25
	INTRODUCTION	25
	APPRÉCIATION DES PRINCIPES.....	25
	SATISFACTION	27
	COMMUNICATION ENTRE LES MEMBRES	29
	RENFORCEMENT DES CAPACITÉS	30
	RÉSULTATS "POLITIQUES" DES PCPA.....	32
	NIVEAU DE LA CONCERTATION ENTRE SOCIÉTÉ CIVILE ET POUVOIRS PUBLICS	33
	IMPORTANCE DU PROGRAMME POUR LES MEMBRES	34
5	FONDS MIS EN PLACE PAR LES PCPA	35
6	OBJECTIFS ET RESULTATS ATTENDUS DES PCPA	37

1 Liste des personnes rencontrées

Entretiens Phase Précadrage	
	<p>MAEE (Mission des relations avec la société civile) R. Koetschet; L. Haton</p> <p>AFD: Valérie Huguenin</p> <p>Bénédicte Hermelin (GRET)</p> <p>CONCORD, Olivier Consolo</p> <p>Lucien Cousin</p> <p>Moktar Diallo (PROJEG)</p> <p>CFSI: Delphine Arnoult</p> <p>SL : Marion Boinot</p> <p>Olga Kabanabandza (PCPA-Congo)</p> <p>Driss Ajouti (PCM)</p>

Entretiens Phase Évaluation	Répondants (hors des missions de terrain)
Pouvoirs publics Français	<p>MAEE (Mission des relations avec la société civile) R. Koetschet; L. Haton, MC. Hoyaux</p> <p>MAEE (Mission Gouvernance Démocratique) Luc Briard; Pauline Carmona</p> <p>MAEE (Délégation à l'Action Extérieure des Collectivités Territoriales) : Anne-Marie Mevel-Reingold</p> <p>Alain Canonne</p> <p>MAEE (Services Communication) P. Humbaire</p> <p>AFD: Valérie Huguenin</p> <p>AFD: Catherine Bonnaud</p> <p>AFD: Régis Mabilais</p> <p>AFD: Pascal Brouillet</p>
Chef de file (gestion/animation des PCPA)	<p>CFSI: Delphine Arnoult</p> <p>CFSI: Agnès Belaïd</p> <p>SL: Marie Lалуque</p> <p>SL: Marion Boinot, Driss Ajouti (phase pré-cadrage); Guilhem Arnal</p> <p>AA: Sonia Vinolas</p> <p>CCFD: Hélène Barbier; Bruno Angsthelm</p>
Chef de file	<p>CFSI: AF Taisne et JL Vielajus</p> <p>SL: Roland Biache; Philippe Jahshan</p> <p>CCFD: Philippe Mayol</p>
Acteurs Sud impliqués dans les PCPA non visités lors de l'évaluation	<p>PCPA Cameroun: John Bikoko</p> <p>PCPA Algérie (plusieurs entretiens lors du bilan à mi-parcours)</p> <p>PROCOFIL: George Bogdanov (RNE) – Réseau National bulgare pour l'Enfance; Daniela Gheorghe (FONPC) – Fédération des ONG pour la protection de l'enfance (Roumanie); Natalia Neagu (Conseil National pour la Protection des Droits d'Enfants - Moldavie)</p>

Acteurs Nord impliqués dans les PCPA non visités lors de l'évaluation	Cameroun: Olivier Blamangin (CGT) PCPA Algérie (plusieurs entretiens lors du bilan à mi-parcours) PCPA Congo: JJ Guigon (CGT) PROCOFIL: Dominique Bessard (CEMEA); Marie Colette Lalire, ancienne attachée de coopération régionale pour les droits de l'enfant Cités Unies France (Linda Naïli, Astrid Frey, Virginie Rouquette)
OSC Nord n'ayant jamais été impliquées ou s'étant retirées des PCPA	AVSF: Fred Appolin CIDR : Nicolas Beroff
Collectifs d'ONG impliqués ou non dans les PCPA	Sud: P. Jahshan CRID : Gustave Massia
Personnes ressources	Daniel Neu Christophe Mestre Agnès Lambert Olivier Thomé Henri Rouillé d'Orfeuill Hélène Duclos René Otayek
Autres acteurs, coopérations et fondations actives dans le renforcement de la société civile	CONCORD, Olivier Consolo (phase pré-cadrage) Fondation Friedrich Ebert Fondation Gates: José Rimón

Entretiens réalisés lors de la mission en Guinée	
Moctar DIALLO	Coordinateur National - Projeg
	Coordinateur régional, région spéciale de Conakry
Mohamed TOURE	Coordinateur régional, Basse Guinée
Sow BANTAMA	Coordinateur régional, Moyenne Guinée
Gabriel OUENDENO	Coordinateur régional, Haute Guinée
Aziz DIOP	CNOSC
Philippe MICHAUD	Directeur, AFD, Guinée,
Nicolas DEXTREIT	Conseiller de coopération et d'action culturelle Ambassade de France à CONAKRY (Guinée et Sierra Leone)
Salvatore PAPPALARDO	Attaché de coopération Ambassade de France à CONAKRY (Guinée et Sierra Leone)
Rodolphe POIRIER	Assistant technique - Conseiller auprès du CNOSC
Kayoko DORE	Programme des Nation Unies pour le Développement (PNUD)
	Programme AISHA - Union Européenne
Yamori CONDE	MATD - Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation
	C/SERRACO - Administration locale
	Elu local
	ADAPE GUINEE Kankan bénéficiaire depuis la phase pilote et membre du PROJEG
A. DIABATE	APROFIG Kankan DEPUIS LA PHASE PILOTE et membre du projeg
	ADIC Kankan membre du collège mais qui n a jamais bénéficié de financement

	AFEV GUINEE; non membre du projet et jamais bénéficiaire de subvention
Alphonse YOMBOUNO	Association pour le Développement Durable et la Protection de l'Environnement en Guinée
	Plate-Forme Publiez Ce Que Vous Payez
M. FARO	DHD - Développement Humain Durable
	RELAI
	FRAD
	RAJGUI
	CAM - Club des Amis du Monde
	PACV
	CNOSC Déconcentré
	OGDH

Entretiens réalisés lors de la mission au Congo	
Olga Kanabandza	Coordinatrice Cellule exécutive PCPA
Alain	Cellule exécutive PCPA; responsable animation formation
Justin Mbandiki	Responsable communication
Lilian Barros, secrétaire permanent	Comptoir Juridique Junior (CJJ)
Itona Martin, Président	CARESCO/FAPE
Brice Anicet Malemba	CIAD
Séraphin NTAD	CNOP-Congo
Elsa Sabourin et Dominique Richard	Ambassade de France
Clémentine; point focal Société Civile)	Banque Mondiale
Frida Bertizzolo et Charlotte Gaudion	UE
Patrick Dal Bello	AFD
Merols Diabankana	Club Jeunesse Infrastructure et Développement
Bernard MAKIZA, Coordonnateur	Observatoire Congolais des Médias
Mrs Mounzéo et Makosso	Publiez ce que vous payez (OSC non membre du PCPA)
Mviri Ngagnani	ADHUC (OSC membre du PCPA, animateur de la plateforme droits de l'homme et groupes vulnérables du PCPA)
Sarah Jeannin (coordinatrice des programmes); Mathurin (assistant programme)	Médecins d'Afrique (OSC membre du PCPA; membre du Copil:
Reye Gandzounou	(GRET; SAP)
Denis	Animateur PCPA à Djambala
	CNOP Congo (antenne CNOP Congo à Brazzaville renforcement des capacités des paysans dans le secteur agricole)
	Coopérative chrétienne pour le développement du District de Djambala (Agriculture et élevage)
	ASTT (sensibilisation sur la santé et la prévention contre les maladies de proximité)
	Conseil –Santé – Agriculture –Population
	ACDIP
	ADECOR (antenne de siège à Brazzaville)
	ADUR (Accès à l'eau potable ; développement de l'élevage)
	CARITAS
	ACBF

	AAISC
Etienne Okuya	CRSAP
Lydie	animatrice PCPA Pointe Noire
	CABES (OSC membre du PCPA; santé à l'école)
	AEMT (OSC membre du PCPA; secteur agricole)
Mrs Bédié et Kouka	USDK (syndicat)
Yvette Faya	CSPC (OSC membre du PCPA; santé; animatrice de la plateforme santé)
Agnès Koubikani, membre du COPIL	ANEP (OSC membre du PCPA; santé;)
Roger Matoko	AJID (OSC membre du PCPA; insertion professionnelle; animateur de la plateforme éducation, formation, IP;)
Mr Tchibimda, vice président de la CARECO pour PN/K	GIAC (OSC non membre du PCPA)
Georgette Media, membre du COPIL	Handicapés sans Frontières (OSC membre du PCPA)
Mme Aimée Gnali, ancienne ministre	COK (OSC membre du PCPA)
Léon Mavounga	Directeur Départemental de la coopération et des affaires étrangères (PN/K)
	Directeur Départemental des collectivités territoriales (PN/K)
Sayi Charles	Directeur Départemental des Affaires Sociales (PN/K)
Paul Kampakol, membre du COPIL	FJEC (OSC membre du PCPA;
	Ministère du Plan (conseiller du ministre; également sénateur)
	Association Thomas Sankara (OSC non membre du PCPA)
	OCDH (OSC membre du PCPA) ;
Jean Mermoz, membre du COPIL	Médecins d'Afrique
	Mme la Ministre des Affaires Sociales
	REIPER (OSC membre du PCPA; réseau travaillant sur la question de l'enfance)
Maurice Ndefi	AAISC (OSC non membre du PCPA;)
Felix Batantou, mb du comité de pilotage, animateur de la plateforme développement rural du PCPA	ATV (OSC membre du PCPA;)
Mr Bélantsi Rigobert	Membre du comité d'instruction du PCPA

Entretiens réalisés lors de la mission au Maroc	
Bertrand Commelin	COCAC
Georges Kolher	Conseiller adjoint pour la gouvernance et la coopération technique
M. Paul Hennard	Chargé de mission; Ambassade de France
M. Denis JACQUOT	Migrations et Développement France. Référent transversal France du PCM
M. François Moreaux	Etudiants et Développement. Référent transversal France du PCM
	touiza.solidarite@wanadoo.fr
M. Abdellatif BOUAZZA	Directeur de développement social. Ministère de développement social, de la famille et de la solidarité (MDSFS)
	Responsable Etudes et planification. Ministère de développement social, de la famille et de la solidarité (MDSFS)
M. Aziz OUHABI	Chef de service Mobilisation sociale et Partenariat. Entraide Nationale
M. Farhat BOUAZZA	Chef de division des échanges éducatives et scientifiques. Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération (MAEC)
Mme Leila ENNASSIRI	Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération (MAEC)

Mr Mohamed Rida BOUAYAD	MINISTERE jeunesse et sports
Mr Bouyad	ADS Agence de Développement social de Marrakech
Jean Benoit Manhes	UNICEF
Cristino Pedraza Lopez	PNUD
Vincent Carbonneau	USAID SANAD
Corinne André, premier secrétaire Chef de section Gouvernance	DUE
Fatiha Hassouni. Chargé des prog société civile	DUE
M. Mohamed Mouddene; Référent transversal du PCM	Réseau Carrefour Associatif
M. Lahcen ACHIBANE; Référent transversal du PCM	Réseau Marocain d'Economie Sociale et Solidaire (REMESS)
M. Mahmoud Allioua; Référent territorial Oriental du PCM	Association Issaaf Jerada : solidarité et développement
M. Abdeljalil Bakkar; Référent territorial Centre Sud du PCM	Initiative Urbaine
Mlle Karima Bellorhzal	Représentante jeune
M. Abderrafie Hmidi	Représentant jeune
M. Salaheddine SABIK	Association de Concertation et Développement (ACD); Président de l'Association porteuse de la Coordination Nationale du PCM
M. Driss AJJOUTI	Coordinateur National du PCM
M. Abelhouahed Ghazi	Coordinateur Technique du PCM
Imad AKKA	Association jeunes pour jeunes
Redouan ELKHALFI	
Mouhsine BAHADDI	Association Marocain pour l'education de la jeunesse (AMEJ) Salé
Hicham BENHANZAZ	
Badr BELLAHCEN	Association Marocaine des petits Débrouillards
Rajae SLIMANI	
Said Tbel	L'Espace Associatif
Abdelhakim CHAFIAI	
Mohamed SADIQ	Association Chouala pour l'éducation et la culture
Hinde ABID	Al Karam - Association pour la protection des enfants en situation difficile
Karima MKIKA	
Karim EL KERCH	Association Heure Joyeuse
Geneviève Berrada	
Leila Cherif	Association Azaïm pour le développement social et la culture
Ben Najkhokh ABDELFATTAH	
Claire LE GOFF	Association Collectif Eclats de Lune
Abdelajalil BAKKAR	Association Initiative Urbaine
Nezha BENAICHA	La fédération marocaine Léo Lagrange
Mahmoud ALLIOUA	Association ISSAAFJerada : solidarité et développement

2 Documentation consultée

DOCUMENTS DES DIFFERENTS PROGRAMMES

Auteur	Année	Titre	<i>in</i>	Editeur
PROCOPIIL				
Duclos, Hélène	2010	Evaluation du PROCOPIIL septembre 2005-décembre 2009 - Synthèse du rapport final		Culture et Promotion, F3E
Duclos, Hélène	2010	Evaluation du PROCOPIIL septembre 2005-décembre 2009 - Rapport final		Culture et Promotion, F3E
PROCOPIIL	2010	Document Programme - Phase Post PROCOPIIL juillet 2010-juillet 2012		
PROCOPIIL	2009	Compte rendu Comité Régional PROCOPIIL 15 et 16 mars 2009		
PROCOPIIL	2009	Bulletin infos PROCOPIIL Janvier / février 2009		
PROCOPIIL	2008	Bulletin infos PROCOPIIL Mai/juin 2008		
PROCOPIIL	2008	Bulletin infos PROCOPIIL Janvier / février 2008		
PROCOPIIL	2007	Bulletin infos PROCOPIIL Septembre / octobre 2007		
PROCOPIIL	2007	Bulletin infos PROCOPIIL Novembre / décembre 2007		
PROCOPIIL		Convention liant Solidarité laïque, la FONPC, l'APSCF, et le RNE pour la période 5 du PROCOPIIL		
PROCOPIIL		Compte rendu technique et financier, Période 4, 1er janvier 2009 - 30 juin 2010		
PCER				
Sacelean, Codruta Saulnier, Emmanuel	2005	Evaluation du Programme Collectif Enfance Roumanie (PCER), 17 octobre 2002 - 31 août 2005, Synthèse du rapport final (version française)		Centre International d'Etudes pour le Développement Local (CIEDEL), F3E
Sacelean, Codruta Saulnier, Emmanuel	2005	Evaluation du Programme Collectif Enfance Roumanie (PCER), 17 octobre 2002 - 31 août 2005, Rapport final des évaluateurs		Centre International d'Etudes pour le Développement Local (CIEDEL), F3E
PCM				
Bouja, Mohamed Hacquin, David Thome, Olivier	2010	Evaluation finale du Programme Concerté Maroc phase II, Synthèse		Centre International d'Etudes pour le Développement Local (CIEDEL), F3E
Bouja, Mohamed Hacquin, David Thome, Olivier	2010	Evaluation finale du Programme Concerté Maroc phase II, Rapport d'évaluation		Centre International d'Etudes pour le Développement Local (CIEDEL), F3E
Cisse, Youssouf	2010	Programme Concerté Maroc, Rapport final de capitalisation		

	2008	Auto-évaluation accompagnée de la première phase du Programme Concerté Maroc (PCM 2), Synthèse du rapport final	Culture et Promotion, F3E
	2008	Auto-évaluation accompagnée de la première phase du Programme Concerté Maroc (PCM 2), Rapport final et annexes	Culture et Promotion, F3E
Millet-Szatan, Mireille Ammor, Fouad Charfi, Abdelrhani	2006	Renforcement du partenariat entre ONG marocaines et françaises, évaluation du Programme Concerté Maroc	Direction Générale de la coopération internationale et du développement, MAEE
Akesbi, Azeddine		Civil society index for Morocco, Analytical Country Report, International version	Espace associatif, CIVICUS
Malsan, Sylvie	2006	Programme Concerté Maroc (2002-2005), Compte rendu synthétique du travail de capitalisation, juillet 2006	

JOUSSOUR

	2011	Liste des associations algériennes membres du PCPA	
Roca, Pierre-Jean Bencharif, Mounir	2011	La capitalisation du lancement et de la 1ère phase du programme Joussour (2006-2010)	CFSI
	2011	Deuxième phase du processus de capitalisation du programme "joussour", phase 2010-2012, Note Méthodologique	
CFSI	2010	Compte rendu technique intermédiaire Phase 1 du PCPA Algérie Juillet 2009 à août 2010	
CFSI	2010	Annexes au compte-rendu d'exécution intermédiaire du Programme Concerté Pluri Acteurs en Algérie	
CFSI	2010	Compte rendu technique final PCPA Algérie-JOUSSOUR, juin 2008 à août 2010	
CFSI	2010	Annexes au compte-rendu technique final du Programme Concerté Pluri Acteurs en Algérie	
CFSI	2010	Compte-rendu intermédiaire PCPA Algérie fiche résumée (Excel)	
CFSI	2010	Compte-rendu financier intermédiaire PCPA Algérie, fiche résumée (Excel)	
CFSI	2010	Compte-rendu financier intermédiaire Phase 1 du PCPA Algérie. Juillet 2009 à Août 2010	
CFSI	2010	Compte-rendu financier final Phase 1 du PCPA Algérie, Juin 2008 à Août 2010	
CFSI	2010	Compte-rendu financier final Phase 1 du PCPA Algérie, fiche résumée (Excel)	
Boumghar, Mouloud	2009	Le MAEP en Algérie, une évaluation critique	AfriMAP Open Society Initiative for Southern Africa
	2008	Programme Concerté Pluri-acteurs Algérie, version définitive du document cadre de la phase 2008-2011	Ministère des Affaires étrangères et européennes

CFSI	2008	Budget Algérie PCPA envoyé au Ministère des affaires étrangères et européennes en mars 2008 PCPA Algérie Jousour 2010-2012 Demande de subvention CFSI Jousour phase II - Liste des membres algériens 2010-2012	CFSI
------	------	---	------

PCPA Cameroun

Adrien Didier Amougou A., Agnès Lambert	2009	Evaluation PCPA, Annexes	
Adrien Didier Amougou A., Agnès Lambert	2008	Evaluation intermédiaire du PCPA Cameroun, rapport final	CCFD/MAEE
	2008	Annexe 11 : Etat d'engagement du Fonds d'appui avec indicateur gouvernance et régions au 30/04/08	
	2008	Annexe 10 : Suivi dépenses consolidé au 30/04/2008 - année 2 Annexe 9 : Affectation Fonds - année 1	

PROJEG

	2011	CIVICUS civil society index for Guinea, Guinean civil society : between activity and impact	CIVICUS
Neu, Daniel Gandzounou, Reiyé	2010	Evaluation intermédiaire du Programme concerté de Renforcement des capacités des Organisations de la société civile et de la Jeunesse Guinéenne (PROJEG), synthèse du rapport final	GRET, F3E
Neu, Daniel Gandzounou, Reiyé	2010	Evaluation intermédiaire du Programme concerté de Renforcement des capacités des Organisations de la société civile et de la Jeunesse Guinéenne (PROJEG), rapport final	GRET, F3E
Neu, Daniel Gandzounou, Reiyé	2010	Annexes du rapport provisoire évaluation PROJEG	GRET, F3E

PCPA Congo

Doc programme AFD 2010-2013

CFSI	Dossier PCPA Congo 2010-2013	AFD
CFSI	Budget PCPA Congo 2010-2013	

Compte-rendu technique et financier 2009-2010 AFD année2

CFSI	Compte-rendu technique intermédiaire Congo CFSI année 2
CFSI	Compte-rendu technique intermédiaire Congo année 2 Calendrier
CFSI	Compte-rendu intermédiaire Congo année 2 Fiche résumé
CFSI	Compte-rendu financier intermédiaire Congo année 2

CFSI
Compte-rendu financier intermédiaire
Congo année 2
Commentaires

Union Européenne - Congo

CFSI	2011	Rapport intermédiaire UE Congo contrat CFSI année 2
CFSI	2010	Budget Congo 2010_eb_
CFSI	2009	Rapport intermédiaire 2009 Contrat CFSI année 2
CFSI	2008	Proposition du CFSI : "Les acteurs non étatiques dans le développement-actions dans les pays partenaires (multi-pays)" Réf ANE16
CFSI	2008	Proposition du CFSI : "Les acteurs non étatiques dans le développement-actions dans les pays partenaires (multi-pays)" Réf ANE16 Cadre logique de l'action
CFSI	2008	Proposition du CFSI : "Les acteurs non étatiques dans le développement-actions dans les pays partenaires (multi-pays)" Réf ANE16 Budget et sources de financement

Etude préalable

2008	Compte-rendu d'exécution de l'étude préalable pour un programme concerté au Congo
2005	Dialogue citoyen Dialogue et concertation entre organisations de la société civile et entre celles-ci et les pouvoirs publics au Congo Rapport de la phase pilote

Doc programme MAEE 2008-2010

CFSI	2007	Programme Concerté Pluri-acteurs Congo Version soumise au MAEE le 10 décembre 2007
CFSI		Programme concerté pluri-acteurs Congo Indicateurs quantitatifs et qualitatifs par activité
		Programme concerté pluri-acteurs Congo Fiche d'indicateurs Fiche de synthèse PCPA Congo Budget MAE Congo PCPA 2008-2011 Version définitive

Evaluation

CFSI	2010	Compte-rendu technique final Convention finale : Accompagnement d'initiatives d'appui aux OCS du Sud 2007-2010
------	------	---

Moukouri, Alain
Mestre, Christophe

2010	Evaluation à mi-parcours du programme concerté pluri-acteurs (PCPA) Congo Brazzaville Rapport final
------	---

Centre International
d'Etudes pour le
Développement Local
(CIEDEL) et Ministère des
affaires étrangères et
IPRC

Compte-rendu technique et financier 2008-2009 AFD année1

- 2009 Repertoire PCPA des membres de l'AP
modifié au 31 juillet 2009
Version incomplète
- 2009 Repertoire PCPA des membres de l'AP
modifié au 31 juillet 2009
Version complète
- 2009 Repertoire des membres de l'Assemblée
Plenièrè présents à Pointe Noire
- 2009 Repertoire PCPA des membres de l'AP
2008-2009
Compte-rendu technique
- 2009 PCPA Congo, répartition et analyse des
projets par secteurs en 2009
- 2009 Bilan 300609 Budget PCPA Congo 040809
- 2008 Formulaire pour document 8 Fiche
"Résumé du compte-rendu d'opération"
Pour un projet de terrain
- 2007 PCPA Congo, Fiche de synthèse décembre
2007
- 2007 PCPA Congo, Version soumise au MAEE le
10 décembre 2007
- Plan type Compte-rendu technique
intermédiaire de la phase pilote du PCPA
Congo, période : Janvier 2008 - 30
juin2009
- Plan type Compte-rendu technique final
- Programme concerté pluriacteurs Congo
Indicateurs quantitatifs et qualitatifs par
activité

CFSI

- Programme concerté pluriacteurs Congo
Fiche d'indicateurs
- Fiche de compte-rendu d'opération pour
un projet de terrain
- Copie des "Prévisions budgétaires" modifié
suite aux observation et échanges avec
CFSI
- Compte-rendu technique intermédiaire de
la phase pilote du PCPA Congo Période :
Janvier 2008 - 30 juin 2009 (en date du 5
août)
- Compte-rendu technique intermédiaire de
la phase pilote du PCPA Congo Période :
Janvier 2008 - 30 juin 2009 (en date de
juillet 2009)
- Calendrier des réalisations, Janvier - Juin
2009

Pour l'AFD, VF gravée sur CD 12082009

CFSI

- Formulaire 2, Fiche résumé d'opération
PCPA Congo
- Compte-rendu technique intermédiaire de
la phase pilote, PCPA Congo
Période : Janvier 2008 - 30 juin 2009
- Compte-rendu financier intermédiaire
PCPA Congo

Calendrier des réalisations, Janvier - Juin
2009

Compte-rendu technique et financier 2008-2010 AFD			
Moukouri, Alain Mestre, Christophe	2010	Evaluation à mi-parcours du programme concerté pluri-acteurs (PCPA) Congo Brazaville Rapport final	Centre International d'Etudes pour le Développement Local (CIEDEL) et IPRC
CSFI	2010	Compte-rendu technique final Phase 1 du PCPA Congo, Janvier 2008 - Août 2010	
	2010	Compte-rendu financier final Phase 1 du PCPA Congo, Janvier 2008 à Août 2010 Commentaires	
		Compte-rendu final PCPA Congo Calendrier des réalisations, Janvier - Juin 2009	
		Compte-rendu financier final PCPA Congo	
		Compte-rendu final PCPA Congo Fiche résumé	

DOCUMENTS TRANSVERSAUX

Lambert, Agnès	2011	Repères pour une action collective de coopération au développement	Solidarité Laïque, F3E
Lambert, Agnès	2010	Capitalisation transversale des pratiques de coordination, de gouvernance et d'animation des programmes collectifs de Solidarité Laïque, rapport final et annexes	Solidarité Laïque, F3E
	2008	Mieux faire société ensemble. La contribution des Programmes Concertés Pluri-Acteurs à une rénovation du dialogue entre sociétés civiles et pouvoirs publics.	
Mestre, Christophe	2001	Synthèse des évaluations des programmes prioritaires burundi, Burkina Faso, Palesstine, Vietnam	Centre International d'Etudes pour le Développement Local (CIEDEL) et Ministère des affaires étrangères
CIEDEL	2001	Propositions pour les programmes concertés entre acteurs	Centre International d'Etudes pour le Développement Local (CIEDEL) et Ministère des affaires étrangères

AUTRES DOCUMENTS

Auteur	Année	Titre	<i>in</i>	Editeur
SOCIETE CIVILE				
Mason, Paul	2012	Why it's kicking off everywhere; The new global revolutions		Verso
Bozzo, A. Luizard, P.J. (sous la direction de)	2011	Les sociétés civiles dans le monde musulman		La Découverte, Paris
CIVICUS	2010	Bridging the gaps : citizens, organisations and dissociation Civil Society Index summary report : 2008-2011		
Michaël Edwards	2009	Civil Society; second edition		Polity Press
Sophia Mappa (sous la direction de)	2009	Les Impensés de la gouvernance		Karthala
Cammaerts, Bart	2009	Civil society participation in multistakeholder processes : in between realism and utopia		LES
Vielajus, Martin	2009	La société civile mondiale à l'épreuve du réel		Editions Charles Léopold Mayer
Walker, J. W. Thompson, A.S. (sous la direction de)	2008	Critical Mass; The Emergence of Global Civil Society		Wilfried Laurier University Press
Héraud-Arouna, Magali Diallo, Mamadou Lambert, Agnès Niang, Thiendou Anselme Sossou, Maurice	2007	Modalités de dialogue entre société civile et Etat pour l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi politiques publiques de réduction de la pauvreté et des inégalités		Réseau Impact
Planche, Jeanne	2007	Société civile, un acteur historique de la gouvernance		ECLM
	2007	Le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP) : réflexion innovante de l'Afrique sur la gouvernance		
Camau, Michel	2002	Sociétés civiles "réelles" et téléologie de la démocratisation	Revue Internationale de Politique Comparée, Vol 9, n°2, 2002	
Dale, Stephen	1996	McLuhan's Children; the Greenpeace Message and the Media		Between the lines

AFD

Vanderstichele, Geert Robert, Aline Brouillet, Pascal Huguenin, Valérie	2011	Evaluation <i>ex post</i> de 15 projets ONG à Madagascar	AFD
Ricard Lanata, Xavier	2011	Savoirs communs n°11 Le partenariat avec les sociétés civiles pour le développement	AFD & CCFD - Terre Solidaire
AFD	2007	Bilan provisoire de l'étude APD 2007	
AFD		APD 2007 Commentaires	

MAEE

	2011	Coopération au développement : une vision française Document cadre	Direction générale de la mondialisation, du développement et des partenariats, Ministère des affaires étrangères et européennes
Fandre, Claude Redon, Jean-Michel	2009	Etude sur le Fonds social de développement	Direction générale de la mondialisation, du développement et des partenariats, Ministère des affaires étrangères et européennes
Fusillier, Christian Jacque, Delphine Lavoix, Hélène Nech, Didier	2008	La politique de la France dans les pays en situation de fragilité. Evaluation des interventions de la coopération et des ONG françaises dans des contextes de crise et de fragilité institutionnelle (2000-2007)	Direction générale de la coopération internationale et du développement, Ministère des affaires étrangères
	2008	Document Cadre de Partenariat France-Algérie (2008-2012)	
	2007	Document Cadre de Partenariat France-Algérie (2007-2012)	
	2006	Document Cadre de Partenariat France-Cameroun(2006-2010)	
	2006	Document Cadre de Partenariat France-Guinée(2006-2010)	
	2006	Document Cadre de Partenariat France-Maroc (2006-2010)	
Ayee, Josphe Boukougou, Jean-Didier Catusse, Myriam Eboko, Fred Idrissi Janati, M'Hammed Toulabor, Comi	2004	Les sociétés civiles du Sud Un état des lieux dans trois pays de la ZSP Camerou, Ghana, Maroc	Direction générale de la coopération internationale et du développement, Ministère des affaires étrangères
MAEE	2000	Vade mecum le cofinancement des programmes - Tome 2	
MAEE	2000	Vade mecum le cofinancement des projets des OSI - Tome 1	

Union Européenne

	2011	Dialogue Structuré pour un partenariat efficace, Document de conclusion Mai 2011	Commission Européenne
European Commission	2011	Communication from the Commission to the European Parliament, the Council, the European economic and social committee and the committee of the regions Increasing the impact of EU Development Policy : an Agenda for change	
Vanheukelom, Jan Bossuyt, Jean Piñol Puig, Gemma	2011	Engaging Non-State Actors in New Aid Modalities For better development outcomes and governance	European Commission
	2011	Final Terms of Reference Evaluation of civil society engagement in policy dialogue	

Efficacité de l'aide

BetterAid	2011	Les OSC en route pour Busan : messages-clés et propositions des OSC	
	2010	Principes d'Istanbul sur l'efficacité du développement des OSC.	
OECD-DAC's Advisory Group on Civil Society and Aid Effectiveness	2008	Civil society and aid effectiveness, synthesis of findings and recommendations	
	2008	Programme d'action d'Accra	
	2005	Déclaration de Paris	

Autres évaluations

Rivière, Nicolas Mahjoor, Ahmad	2011	Synthèse Evaluation finale externe du programme concerté pour l'éducation en Afghanistan - Phase III Juillet 08 - Juin 10) (PROCEAF III) Mission terrain (6 octobre - 4 novembre 2010)	F3E, Solidarité Laïque
Bonis Charancle JM; Colmet Daage Nathalie	2009	Evaluation du programme Société Civile et Partenariat (SCP) du CFSI	
Cruz Hernandez, Maria Beauval, Valentin	2007	Version française du rapport définitif d'évaluation du Programme Inter Associatif Cuba mis en œuvre par le CCFD	F3E, Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement
Cruz Hernandez, Maria Beauval, Valentin	2007	Annexes du rapport définitif d'évaluation du Programme Inter Associatif Cuba mis en œuvre par le CCFD	F3E, Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement
Mestre Christophe	2001	Evaluation des programmes prioritaires Palestine et Vietnam	Série évaluations n0 52 DGCID-MAE

GBCDci	2000	Evaluation du programme prioritaire Burkina Faso		MCNG-CCOBF-F3E
--------	------	---	--	----------------

DIVERS

Antinoja, Emmi Eskiocak, Ozlem Kjennerud, Maja Rozenkopf, Ilan Schatz, Florian	2011	Value for money : current approaches and evolving debates		LES
	2010	La gestion des programmes multi-acteurs	Les Echos du COTA. #128	COTA
Vielajus, Martin	2010	Le défi de la "redevabilité" des agences de développement dans leur pays et face à leurs pairs Etude comparative		AFD
Pearson, Jenny	2010	Seeking better practices for capacity development : training and beyond		OECD/DAC - LenCD
Shutt, Cathy	2009	Changing the world by changing ourselves : reflections from a bunch of BINGOs		Institute of Development Studies (IDS)
World Bank	2009	Guidance Note on Bank Multi-Stakeholder Engagement		
Eyben, Rosalind Harris, Colette Pettit, Jethro	2006	Introduction : Exploring Power for Change	IDS Bulletin, vol 37	Institute of Development Studies (IDS)
Stachowiak, Sarah		Pathways for change : 6 theories about how policy change happens		ORS Organizational Research Services

3 Études de cas

L'adaptation des objectifs politiques du PROJEG à l'évolution du contexte guinéen

Le PROJEG est né dans un contexte de répression violente, dans lequel les partis politiques d'opposition n'avait pas l'espace politique pour s'affirmer, et ne bénéficiaient que d'une faible reconnaissance des populations. En mobilisant leurs forces pour accélérer le processus de transition démocratique, les principaux acteurs de la société civile sont devenus durant la crise les principaux interlocuteurs du gouvernement tout en s'affirmant comme des forces de mobilisation majeures (comme en témoigne la notoriété et l'impact du Forum des Forces Vives, et la mobilisation nationale autour d'une initiative telle que le « Dialogue Citoyen pour un nouveau contrat social »-juillet 2009). Dans ce contexte, le PROJEG a bénéficié de son image de neutralité pour jouer un rôle de médiation entre les principaux acteurs de la société, mais aussi de ses liens avec les organisations françaises (notamment les syndicats) pour renforcer les pressions de la France pour une transition démocratique du régime. De fait, la valeur ajoutée du PROJEG s'est donc rapidement affirmée autour d'un objectif de gouvernance démocratique, en même temps que le programme élargissait progressivement la base de ses membres, grâce notamment au renforcement de ses coordinations régionales et grâce à l'outil mobilisateur de l'appel à proposition.

Depuis l'élection de novembre 2010, le PROJEG a cherché à maintenir cette unité afin de consolider les avancées du pays en matière de gouvernance démocratique. Cependant l'unité des forces de la société civile au moment de la crise, notamment tirée par le CNOSCG et les centrales syndicales, est largement remise en question. Les grands acteurs de la société civile ont aujourd'hui tendance à se diviser et s'affaiblir, tout du moins dans leur rôle de « contre-pouvoir » vis-à-vis du gouvernement. De plus, une partie des membres des principales plates-formes et fédérations nationales pâtissent de leur proximité avec le nouvel exécutif, et l'indépendance de la société civile est en partie questionnée aujourd'hui.

Cette situation amène aujourd'hui le PROJEG à se repositionner davantage que par le passé sur l'objectif d'influence sur les politiques sectorielles (mines, etc.), et sur les enjeux de transparence/redevabilité des ressources. Ce repositionnement entraîne un resserrement des dispositifs d'appel à proposition, vers une logique davantage d'expertise et spécifiquement orientés sur les thématiques de plaidoyer abordées par le programme.

Par ailleurs, face à l'émergence d'une tension croissante dans le pays (et notamment d'une cristallisation des questions ethniques, en partie attisée par le nouveau gouvernement) le PROJEG inclut progressivement dans ses activités, une série d'actions orientées vers la consolidation de la paix, la conciliation locale et la réconciliation des communautés. Les actions menées peuvent concerner par exemple une sensibilisation de la jeunesse pour éviter la violence et une reconversion des leaders de clans scolaire, une sensibilisation pour une réduction des conflits fonciers et des actions en faveur d'une gestion foncière concertée, des mécanismes de gestion des conflits dans des régions minières, etc. Plus directement dédiées à apaiser les tensions communautaires, une série d'actions de sensibilisation des élus et des populations ont tenté de « décriper » une situation dont chacun redoute qu'elle dégénère en guerre civile. Le développement de nouvelles actions dans ce domaine tend à affirmer progressivement la pertinence de ce nouvel objectif, et la valeur ajoutée nouvelle du programme sur cet objectif, en tant qu'espace neutre et assez décentralisé.

Société civile et pouvoirs publics au Congo

Les Collectifs d'OSC au Congo

Les observateurs s'entendent pour qualifier la société civile congolaise de faible et peu structurée. Il y a environ 3000 OSC enregistrées au Congo Brazzaville (pour 3 millions d'habitants, soit 1 pour 1000 habitants) dont un bon nombre est en fait inactif. Il y a eu depuis 1990 deux grandes périodes de création d'associations, d'abord la période 1990-1992, période de la conférence nationale, et 2000-2003, période post-conflit. Les GONGO sont fortement présentes au Congo et facilement identifiables, on parle de "la société civile de Sassou".

Les collectifs sont nombreux mais peu sont actifs. En général, les collectifs sont mis en place dans le cadre d'une intervention extérieure et leurs activités s'arrêtent rapidement à la fin de l'intervention. La stratégie est cependant de ne pas dissoudre au cas où le financeur referait surface. Il en résulte une situation un peu confuse dans laquelle il est difficile (pour un observateur externe) de trier entre réseaux actifs et inactifs.

Les interventions extérieures s'accompagnent quasi systématiquement de la mise en place de nouvelles structures collectives, les OSC ne cherchant pas à attirer les bailleurs extérieurs vers des structures existantes. Cela montre que la pérennité des réseaux n'intéressent que faiblement les OSC qui associent regroupement et lien fort avec un partenaire extérieur. Les collectifs jusqu'à maintenant n'ont pas réussi à inverser cette tendance (situation où les OSC diraient "on ne peut pas laisser tomber ce réseau car sinon nous allons perdre tel ou tel avantage collectif¹"). Clairement, lorsqu'on parle de pérennisation, la priorité des OSC congolaises est d'assurer la pérennisation de leurs organisations, ce qui inclut, comme stratégie actuelle, de participer à des réseaux, mais sans miser sur leur pérennisation. Dans un tel contexte, le PCPA-Congo devra s'assurer que les plateformes qu'il souhaite mettre en place créent des avantages collectifs qui en deviennent rapidement la raison d'être.

Les collectifs les plus opérationnels sont sectoriels (ex: le REIPER qui travaille sur l'enfance dans la rue) et compte un nombre réduit de membres (10 à 202). Dans la taille réduite des collectifs, il faut lire une volonté de sélectionner des pairs et d'éviter l'infiltration. Les collectifs éprouvent des difficultés à "assainir" leur membership, d'où des stratégies alternatives de lancement de nouveaux collectifs ayant une sélection à l'entrée plus serrée. Il n'y a pas au Congo, un collectif large qui défende le secteur de la société civile dans son ensemble (CARESCO est clairement une GONGO et CCOD ne compte que 11 membres).

Les relations Société Civile et pouvoirs publics

Une bonne partie des acteurs (OSC-PP-BF) accepte aujourd'hui le paradigme "Professionnalisation-Concertation-Influence politique". Dans le cas du Congo, ce paradigme est appuyé par une large frange de la société civile (particulièrement les OSC de services; moins par les OSC de droits humains), de manière inégale par les pouvoirs publics (au Congo, le Ministère des Affaires Sociales est le leader dans le domaine de la collaboration avec les OSC), et de manière de plus en plus homogène par les bailleurs de fonds (avec une emphase plus ou moins marquée sur l'importance de la concertation selon les bailleurs).

¹ Dans certains cas, l'avantage collectif est d'être présent à une table de concertation. Ainsi au Congo, la Plateforme Publiez ce que vous payez a assuré sa pérennité (au moins temporairement) en étant invité, sur pression de la Banque Mondiale, à participer aux réunions de l'EITI (Extractive Industries Transparency Initiative).

² Le PCPA avec 87 membres est un très large regroupement pour le Congo.

En acceptant ce paradigme, les OSC de services ont en ligne de mire le principe de la délégation de services, incluant le financement par les pouvoirs publics. Comme dans d'autres pays, on peut s'attendre à ce que leur plaidoyer s'oriente dans cette direction dans les années à venir.

Le paradigme "Professionnalisation-Concertation-Influence politique" semble aller de pair avec une dépolitisation apparente de la société civile, documentée dans d'autres pays par de nombreux auteurs. La société civile prestataire de services accepte les limites imposées par les pouvoirs publics en échange de quoi, elle peut progresser. Certains secteurs (droits de l'homme) et certains acteurs continuent à tester la limite et parfois la franchissent (par exemple, les dirigeants de Publiez ce que vous payez ont fait 3 mois de prison). Ainsi le paradigme "Professionnalisation-Concertation-Influence politique" est porteur d'une contradiction. Il permet la progression de la société civile mais il donne aux pouvoirs publics les cartes pour la contrôler et la positionner dans un rôle de prestataire de services, tandis que celui de contre-pouvoir s'éloigne.

Société civile et pouvoirs publics sont présentés comme deux sphères distinctes, avec des individus (moins souvent des institutions) agissant comme des ponts ou des courroies de transmission. Une analyse plus poussée montre qu'il y a une importante part de représentation dans cette séparation nette entre société civile et pouvoirs publics.

Ces deux secteurs sont de fait alimentés par le même groupe social. De plus, de nombreuses organisations ont pour dirigeants des individus qui sont de la fonction publique (sans pour autant que leurs associations soit des GONGO), tandis que les individus qui sont à la fois fonctionnaires (le matin) et responsables d'OSC (à partir de 14h00) ne sont pas rares. Et dans de nombreuses familles, il y a des individus dans les deux secteurs. Comment expliquer alors que les acteurs présentent fonction publique et société civile comme deux sphères distinctes avec peu de contacts.

Jusqu'à un certain point, on peut y lire en filigrane l'expression de la doctrine de la phase précédente (pré-efficacité de l'aide). En effet, la présentation en deux sphères irréconciliables a pu être utile à la société civile pour "connecter" avec des appuis extérieurs qui cherchaient une certaine distance avec des états jugés peu capables ou corrompus. Le débat sur l'efficacité de l'aide et le nouveau paradigme affectent cette situation. On attend aujourd'hui des OSC qu'elles démontrent une capacité de rapprochement et de dialogue avec les pouvoirs publics, tout en conservant leur indépendance et leur force de proposition. Il est possible que cela amène progressivement la société civile à présenter différemment, voire à mettre en valeur les relations qu'elle a avec les pouvoirs publics.

L'expérience du PCPA Cameroun en matière de gouvernance

Le PCPA Cameroun a été traversé par un climat de suspicion importante entre les différents acteurs du programme, et une logique croissante de « blocs » défendant chacun des intérêts et des stratégies propres. En effet, si la première étape de programme a permis une convergence des différents acteurs sur des orientations politiques communes (notamment autour des enjeux de la dette), le PCPA ne semble pas être parvenu à construire une compréhension partagée de la nature du programme lui-même et des principes de gouvernance qui l'animent.

Au cœur de ces difficultés de compréhension se trouve le principe du « Jeu à 4 » remis en cause de différentes manières par les acteurs du programme :

Dans la composition du Comité de Pilotage tout d'abord : Après avoir donné lieu à de nombreux débats concernant la composition du Comité de Pilotage, il a finalement été décidé de mettre de côté l'option d'un Comité Franco-Camerounais : *« ce schéma en apparence plus simple a été laissé de côté à cause des coûts récurrents occasionnés par l'organisation régulière d'un COPIL franco-camerounais. Puis le choix d'un COPIL exclusivement camerounais a été adopté, permettant d'organiser des réunions mensuelles et d'être réactif par rapport à l'actualité politique. Une telle option a été justifiée pour un PCPA qui se voulait politique »*³.

Des désaccords ont notamment émergé concernant la participation du MAEE au pilotage du programme. Le refus initial d'une participation du MAEE dans les instances de décision, porté notamment par le CCFD, une partie des OSC Camerounaises, s'est fondé sur le besoin affirmé de se concerter entre OSC avant de rencontrer les pouvoirs publics. Ce refus semble avoir témoigné également d'une suspicion de la part de certains membres camerounais du programme concernant la position du MAEE dans le pilotage, et le risque que celui cherche à influencer la société civile dans le suivi du C2D et des fonds PPTE.

La méfiance des OSC camerounaises semble également forte vis-à-vis des OSC françaises, qui se sont cantonnées à intervenir dans le Comité d'Orientation Stratégique, et n'ont en réalité que peu de place dans la mise en œuvre et la gouvernance du programme.

Comme le rappelle l'évaluation intermédiaire: *« l'existence de deux espaces de concertation distincts, d'un côté camerounais et de l'autre français, a été préjudiciable à la dynamique pluri-acteurs du programme »*.

Par ailleurs, sur la gestion même du programme, le PCPA Cameroun s'est distingué par la mise en place d'un double chef de filat, au Nord et au Sud: le CCFD étant l'organisation responsable contractuellement du projet face au bailleur (notamment sur le plan de l'exécution technique et financière), tandis que le BASC est chef de file des organisations camerounaises du programme, responsable de la mise en œuvre des activités et de la gestion du financement transféré par le CCFD.

³ Idem.

Le PCPA Maroc et le Réseau Marocain Jeunesse et Concertation (REMAJEC)

La question de la pérennisation du PCM est largement abordée et débattue au cours du PCM 2 et notamment pendant les processus d'auto évaluation à mi-parcours du PCM2 et d'évaluation externe finale du PCM2. Un consensus apparaît rapidement sur la création d'un réseau national et formel, c'est à dire une structure légale, de type association avec un conseil d'administration, un bureau exécutif etc. Le débat porte ensuite sur la question de la participation française et il est par contre beaucoup plus animé : l'autoévaluation pose le problème en ces termes " Faut il pérenniser un cadre de concertation Franco Marocain ou un PCM Marocain ? La logique et l'idéal voudraient que l'on pérennisât une organisation Franco Marocaine. Mais la réalité envoie des signaux contradictoires : forte demande de présence du Nord dans le dispositif ; faible implication des organisations du Nord ; faible dynamique collective entre les ONG du Nord. Devant une telle situation, soit le PCM se donne les moyens d'une réflexion et d'une remobilisation de ces organisations, créant ainsi les conditions pour consolider et faire vivre une concertation franco-marocaine; soit, on pense qu'il serait plus réaliste de viser en priorité une pérennisation marocaine, ce qui n'exclut pas des relations régulières et privilégiées avec des réseaux associatifs ou des acteurs publics français." Puis indique : "Les responsables du PCM souhaitent pérenniser un cadre franco-marocain(..). Le consultant prend un peu de distance par rapport à cette position : considérant la faible dynamique actuelle du pôle français, il suggère de privilégier la pérennisation au niveau marocain".

La question a beaucoup divisé les acteurs du PCM. Etonnamment, ce sont les acteurs Français qui poussaient dans le sens d'un réseau exclusivement marocain, alors que les acteurs Marocains, y compris le représentant de l'Entraide Nationale souhaitent maintenir une structure binationale. La question sera finalement tranchée en faveur d'un réseau marocain et le document de projet du PCM3 indique que : "La pérennité de la dynamique initiée sera assurée par le lancement d'un réseau associatif marocain formel ayant adopté les méthodes d'intervention élaborées dans le cadre du PCM".

Le REMAJEC est créé officiellement par l'AG constituante du 03/12/2011 avec pour objectifs : Constituer un espace de dialogue, de concertation et de réflexion des organisations de la société civile marocaine engagée sur les problématiques jeunesse ; Promouvoir l'implication active et efficace des jeunes dans le développement territorial local et dans le processus de changement démocratique ; Accompagner et renforcer les capacités des organisations de la société civile membres du réseau pour influencer sur les politiques publiques nationales ; Etre une force de proposition, de veille et de plaider au sujet des politiques publiques liées à la jeunesse ; Contribuer au développement du pays, en privilégiant l'approche participative et concertée dans le cadre de partenariat pluri acteurs nationaux et internationaux équilibrés.

Le REMAJEC est donc constitué pour donner suite au PCM, ses objectifs sont à peu de chose près les mêmes, les membres marocains sont les mêmes, et deux membres du comité de pilotage du PCM sont membres de droit dans le conseil d'administration du REMAJEC. Il subsiste néanmoins un certain nombre de questions qui n'ont pas encore été tranchées et sur lesquelles les associations membres sont encore divisées:

Pour les membres les plus "politiques", qui visent avant tout la participation des OSC à la démocratisation du pays, le REMAJEC doit être avant tout une structure de représentation des OSC et de plaider. A l'inverse, pour les associations qui sont plus tournées vers les services à la population, "les entrepreneurs sociaux", il doit surtout poursuivre l'action du PCM dans le renforcement des OSC, canaliser des financements nationaux et internationaux pour assurer la formation, l'accompagnement et le financement de ses membres.

La question des relations avec les pouvoirs publics fait également débat, car certains membres souhaitent que le réseau reste indépendant pour garder une liberté de parole et d'autres souhaitent inclure le REMAJEC dans une nouvelles structure (type GIE) dans laquelle les pouvoirs publics seraient également présents.

Politiques et pratiques des bailleurs dans le domaine de l'appui à la société civile

Étude commanditée par DFID en 2010

Extraits de "Civil Society Policy and Practice in Donors Agencies"

(Janice Giffen and Ruth Judge, May 2010)

All donors have moved on from their initial tendency to equate civil society with NGOs, and take a much more inclusive understanding of the term. The notable change in bilateral policy is the articulation from many that the objective of their civil society policy is to support the development of strong civil societies in the south as an end in itself. In general, multilateral civil society policy is focused on allowing civil society to have a greater agenda-setting role, through emphasising the need for consultation and participation of civil society in programmes at country level, and the creation of opportunities for global level civil society groups to engage with the multilaterals about their own policies.

Bilaterals' practice has been dominated by their long standing relationships with their home-country development actors as the main intermediaries for funds to southern civil society. With a new focus on the objective of strengthening southern civil society, bilateral donors are perhaps seeing a reduced role for their home-country INGOs, or at least wanting to see the added value of channelling funds through them. Multi-donor funding mechanisms at country level are being explored to strengthen direct support to southern civil society, as is an increase in small funds such as 'embassy funds' available for in-country initiatives.

The emphasis on southern civil society combined with the desire to fulfil the Paris Declaration principles of harmonisation and alignment are leading to a rising interest in establishing in-country multi-donor funding mechanisms. There is a sense that this is an area that needs more thought and assessment. Although these funds can provide direct support to southern organisations, and allow donor harmonisation and targeting, they may also favour the funding of fewer, larger organisations and thus be detrimental to sector-wide civil society strengthening and supporting a diverse range of CSOs.

Measuring the impact of work with civil society is an area that all donors struggle with. Some clearly feel that the nature of civil society work is not amenable to the tangible, measurable indicators required by a results-driven agenda.

There may be tensions between the priorities of the aid effectiveness agenda and the desire to foster and support a diverse and vibrant civil society in the south. The policy goal of diversity is not operationalised in practice through mechanisms which can ensure greater outreach and accessibility. Donors are thus beginning to realise that they need to examine the forms of support they use to work with civil society, for instance, the implications of the increasing use of in-country multi-donor funds for the strength and diversity of civil society as a whole should be further scrutinised. Similarly, the strengths and weaknesses of the use of different types of intermediaries to fund and engage with southern civil society needs to be better understood.

Typologie et cartographie des acteurs et des espaces de concertation : une approche de l'Union Européenne

Dans la conception de ses programme d'appui aux Acteurs Non Etatiques, l'Union Européenne promeut une différenciation des types d'acteurs, et donc du type de rôle qui leur sont liés, au travers une typologie en quatre niveaux de structuration :

- les organisations faîtières de quatrième niveau (Plates-formes, Forums, Collectifs, Coalitions) Ces acteurs sont en eux-mêmes de véritables espaces de concertation;
- les organisations faîtières de troisième niveau (réseau thématiques et/ou géographique). Ces réseaux permettent de faciliter l'accès aux ressources de leurs membres, de les informer et les aider à mener des actions de plaidoyer;
- les organisations « intermédiaires et d'accompagnement ». Ces organisations jouent davantage le rôle d'expert;
- les organisations de base: coopératives, groupes religieux, organisations paysannes, organisations de femmes, etc. Ces organisations permettent d'assurer la mobilisation et la sensibilisation des populations, et de renforcer l'ancrage territorial des actions.

L'intérêt d'une telle démarche typologique peut être de formaliser au cœur de la stratégie des programmes une diversité de démarches d'accompagnement de la société civile, en légitimant chacune de ces démarches en fonction du profil des partenaires.

Par ailleurs, les programmes de l'Union Européenne impliquant directement un soutien aux sociétés civiles sont dans la plupart des cas⁴, précédé d'un exercice de « mapping ». Cet exercice consiste avant tout à identifier les acteurs clefs au sein des ANE et à évaluer leurs besoins en renforcement de capacités ; mais peuvent aussi intégrer un mapping les dispositifs de participation et de concertation existants dans le pays ; ou un mapping des intervenants (bailleurs de fonds, universités, prestataires privés, en faveur de la société civile sur le territoire d'intervention, et les différentes approches adoptées par chacun d'eux. Cette approche cherche ainsi à permettre d'avoir une double vision, à la fois de « l'offre » et de la « demande », en matière de renforcement des ANE.

Dans l'étape de préparation des PCPA notamment, impliquant une familiarisation avec le paysage des acteurs présent sur le territoire, à la fois bailleurs et bénéficiaires, ce type de démarche de mapping semble intéressant ; Il pose néanmoins une série de défis :

- Le risque de proposer une photographie statique et rarement actualisée de la société civile sur laquelle reposerait en grande partie le pilotage, alors que la nécessité pour le montage d'un programme centré sur l'accompagnement d'un acteur est de disposer d'un cadre dynamique, vivant, périodiquement actualisé.
- Le risque de collecter un grand nombre d'informations quantitatives pouvant masquer les éléments d'appréciation plus qualitatives sur la nature et l'évolution de ces acteurs et leurs stratégies
- La place ambiguë des ANE elles-mêmes dans cette exercice de mapping, à la fois nécessaire pour une compréhension plus fine des enjeux du territoire et créant un risque de polarisation autour de certains réseaux et d'exclusion d'autres acteurs.

4 Principaux résultats de l'enquête

Introduction

L'enquête a été envoyée à environ 400 répondants impliqués dans les différents PCPA. Il a été possible d'y répondre de différentes manières: directement sur internet, sur un fichier word ou sur papier (dans ces deux derniers cas nous avons saisi nous mêmes les réponses). Le formulaire d'enquête a été traduit en arabe, bulgare et roumain. Nous avons reçu plus de 200 réponses, ce qui nous permet de dire que le challenge que constituait l'accès des membres a l'enquête a été tenu. Le traitement a été effectué par la société B3TSI.

Dans le cas de la Guinée, le PROJEG a choisi une vingtaine de répondants, pour la plupart basée à Conakry. Dans le cas du Congo, les animateurs ont parfois aidé les répondants à remplir le questionnaire.

La catégorie "multi-pays" regroupe les répondants qui ont indiqué être impliqués dans au moins 2 PCPA. A ce titre, cette catégorie constitue un échantillon avec une vue plus globale de l'instrument PCPA.

Ce rapport ne présente que les données les plus importantes issues de l'enquête.

Appréciation des principes

Cette question utilisait une grille à 4 niveaux de réponses, numéroté de 1 à 4.

- 4: tout à fait d'accord
- 3: d'accord
- 2: pas d'accord
- 1: pas du tout d'accord

Une réponse moyenne de 2.5 indique donc que la moitié des répondants est en accord avec la proposition et la moitié en désaccord.

Quel est votre niveau d'accord avec les affirmations suivantes	Acteurs							
	TOTAL	OSC du Nord	OSC du Sud	OSC de l'Est	PP du Nord	PP du Sud	PP de l'Est	Autres
La mise en réseau des organisations de la société civile est nécessaire pour construire une voix collective vis-à-vis des pouvoirs publics	204 3.75	37 3.86	116 3.71	10 3.8	10 3.7	5 3.8	4 3.75	22 3.73
L'approche multi-acteurs permet de faire évoluer les relations des acteurs entre eux	203 3.73	37 3.84	115 3.71	10 3.5	10 3.8	5 3.8	4 3.75	22 3.73
La professionnalisation de la société civile permet d'ouvrir des espaces de concertation avec les pouvoirs publics	202 3.49	33 3.52	121 3.48	9 3.67	10 3.5	5 4	4 3.25	20 3.3
Les habitudes prises dans le cadre du programme (de démocratie interne, de concertation, etc.) renforcent les capacités des organisations participantes	203 3.47	36 3.44	116 3.47	10 3.4	10 3.6	4 4	5 3.6	22 3.36
La concertation avec les pouvoirs publics est l'approche la plus efficace pour que la société civile contribue à la définition des politiques publiques	202 3.44	36 3.42	118 3.43	10 3.5	10 3.2	4 3.75	4 3.5	20 3.5
Le renforcement des capacités des acteurs de la société civile se fait plus efficacement dans un cadre multi-acteurs que dans le cadre de partenariats bilatéraux entre acteurs Nord et acteurs Sud et Est	192 3.2	34 3.18	112 3.17	9 3	7 3.14	5 3.4	4 3.25	21 3.43
Les organisations de la société civile prestataires de service pour leurs pouvoirs publics arrivent à conserver leur autonomie et jouer un rôle de contre-pouvoir	169 2.61	25 2.68	103 2.48	9 2.89	6 2.83	5 2.6	3 3	18 3

D'une manière générale, les principes sont jugés de la même manière par les différentes catégories d'acteurs. Le principe le plus discuté est "Les organisations de la société civile prestataires de service pour leurs pouvoirs publics arrivent à conserver leur autonomie et jouer un rôle de contre-pouvoir". Les OSC de l'Est et les pouvoirs publics de l'Est remettent le moins en question ce principe.

Quel est votre niveau d'accord avec les affirmations suivantes :	Pays							
	TOTAL	Multi-pays	France	Algérie	Maroc	Guinée	Congo	Roumanie Bulgarie Moldavie
La mise en réseau des organisations de la société civile est nécessaire pour construire une voix collective vis-à-vis des pouvoirs publics	204 3.75	25 3.84	43 3.79	30 3.7	20 3.75	21 3.81	51 3.67	14 3.71
L'approche multi-acteurs permet de faire évoluer les relations des acteurs entre eux	203 3.73	25 3.76	43 3.81	32 3.66	19 3.74	21 3.71	49 3.76	14 3.57
La professionnalisation de la société civile permet d'ouvrir des espaces de concertation avec les pouvoirs publics	202 3.49	21 3.29	42 3.55	32 3.38	23 3.43	20 3.55	51 3.59	13 3.46
Les habitudes prises dans le cadre du programme (de démocratie interne, de concertation, etc.) renforcent les capacités des organisations participantes	203 3.47	24 3.33	43 3.53	30 3.47	19 3.63	20 3.5	52 3.44	15 3.4
La concertation avec les pouvoirs publics est l'approche la plus efficace	202 3.44	22 3.45	43 3.37	30 3.4	21 3.33	20 3.5	52 3.5	14 3.5

pour que la société civile contribue à la définition des politiques publiques								
Le renforcement des capacités des acteurs de la société civile se fait plus efficacement dans un cadre multi-acteurs que dans le cadre de partenariats bilatéraux entre acteurs Nord et acteurs Sud et Est	192	23	38	31	17	21	49	13
	3.2	3.39	3.21	3.23	3.29	3.1	3.12	3.08
Les organisations de la société civile prestataires de service pour leurs pouvoirs publics arrivent à conserver leur autonomie et jouer un rôle de contre-pouvoir	169	20	26	27	18	20	45	13
	2.61	2.65	2.92	2.63	2.78	2.4	2.31	3

On observe une grande uniformité entre les pays. Un seul principe a des différences significatives sans pour autant hiérarchiser différemment le soutien aux principes.

Appui très fort à deux affirmations: "L'approche multi-acteurs permet de faire évoluer les relations des acteurs entre eux" et "La mise en réseau des organisations de la société civile est nécessaire pour construire une voix collective vis-à-vis des pouvoirs publics".

Bon appui à trois autres: "La professionnalisation de la société civile permet d'ouvrir des espaces de concertation avec les pouvoirs publics", "La concertation avec les pouvoirs publics est l'approche la plus efficace pour que la société civile contribue à la définition des politiques publiques"; "Les habitudes prises dans le cadre du programme (de démocratie interne, de concertation, etc.) renforcent les capacités des organisations participantes".

Appui modéré à une affirmation: "Le renforcement des capacités des acteurs de la société civile se fait plus efficacement dans un cadre multi-acteurs que dans le cadre de partenariats bilatéraux".

Enfin une affirmation est contestée: pour les répondants **il est difficile d'être prestataires pour les pouvoirs publics et de garder une position de contre-pouvoir. C'est en Guinée et au Congo que ce principe est le plus contesté.**

Satisfaction

Cette question utilisait également une grille à 4 niveaux de réponses, numéroté de 1 à 4.

- 4: très satisfait
- 3: satisfait
- 2: pas satisfait
- 1: pas satisfait du tout

Quel est votre niveau de satisfaction en rapport avec les aspects suivants du programme:	Acteurs							
	TOTAL	OSC du Nord	OSC du Sud	OSC de l'Est	PP du Nord	PP du Sud	PP de l'Est	Autres
Les appuis apportés par le programme	192 3.15	33 3.03	116 3.17	8 3.38	8 3.25	5 3	4 3.25	18 3.11
Le rôle joué par les instances d'accompagnement (équipe permanente, chef de file, cellule exécutive)	207 3.14	36 3.08	123 3.13	10 3.3	9 3.33	5 3.2	4 3	20 3.2
La manière dont les décisions sont prises dans le cadre du programme	202 3.1	35 3.11	119 3.07	9 3.22	9 3.33	5 3.2	5 3	20 3.15
La circulation des informations au sein du programme	207 3.07	37 2.84	123 3.19	10 3.1	9 3.11	4 2.75	4 3.25	20 2.8
La flexibilité du programme, sa capacité à s'adapter à son contexte	199 3.06	36 2.97	117 3.03	10 3.3	8 3.13	4 3.5	4 3	20 3.2
Les échanges et l'apprentissage entre les membres	205 3.04	37 3	122 3.03	9 3	8 3.13	4 3.25	4 3.5	21 3
Le choix des activités financées par le programme	193 3.02	32 3.06	116 2.96	9 3.22	9 3	4 3.5	4 3	19 3.16
Le suivi des activités par le programme	193 2.97	33 2.85	115 3	8 3.25	9 2.89	4 3.5	4 3	20 2.85
La participation des différentes catégories de membres	205 2.92	36 2.75	122 2.96	9 3	9 2.89	5 3.2	4 3.25	20 2.8

Les niveaux de satisfaction sont très resserrés (2.92 à 3.15): **il n'y a pas de point très fort, ni non plus de point faible.**

Quel est votre niveau de satisfaction en rapport avec les aspects suivants du programme:	Pays							
	TOTAL	Multi-pays	France	Algérie	Maroc	Guinée	Congo	Roumanie Bulgarie Moldavie
Les appuis apportés par le programme	192 3.15	20 3.1	38 3.08	31 3.19	20 3	21 3.33	50 3.14	12 3.33
Le rôle joué par les instances d'accompagnement (équipe permanente, chef de file, cellule exécutive)	207 3.14	23 3.26	41 3.07	33 3.15	22 2.95	21 3.05	53 3.23	14 3.29
La manière dont les décisions sont prises dans le cadre du programme	202 3.1	24 3.29	40 3.03	31 3.03	23 2.65	20 3.35	51 3.2	13 3.23
La circulation des informations au sein du programme	207 3.07	23 2.91	42 2.83	33 3.21	22 2.91	18 3.11	55 3.27	14 3.14
La flexibilité du programme, sa capacité à s'adapter à son contexte	199 3.06	22 3.23	41 2.9	31 3.06	22 2.86	20 3.35	49 3.04	14 3.21
Les échanges et l'apprentissage entre les membres	205 3.04	24 3.21	41 2.93	31 2.94	22 2.91	19 3.05	55 3.11	13 3.23
Le choix des activités financées par le	193	21	39	31	21	20	49	12

programme	3.02	3.1	3.08	3.06	2.9	3.05	2.92	3.17
Le suivi des activités par le programme	193 2.97	21 2.86	40 2.88	28 3.21	20 2.9	21 2.67	51 3.08	12 3.17
La participation des différentes catégories de membres	205 2.92	23 2.96	41 2.71	32 2.81	22 2.55	20 3.2	54 3.15	13 3

Les répondants du Maroc sont plus critiques, particulièrement en ce qui concerne les mécanismes de prise de décision et la participation des différentes catégories de membres (proche de 2.5)

Communication entre les membres

Cette question utilisait également une grille à 4 niveaux de réponses, numéroté de 1 à 4:

- 4: interactions régulières et significantes avec cette catégorie d'acteurs
- 3: plusieurs interactions avec cette catégorie d'acteurs
- 2: quelques interactions avec cette catégorie d'acteurs
- 1: aucune ou presque aucune interaction avec cette catégorie d'acteurs

Quel niveau de communication avez-vous maintenu avec les autres membres du programme durant l'année écoulée ?	Acteurs							
	TOTAL	OSC du Nord	OSC du Sud	OSC de l'Est	PP du Nord	PP du Sud	PP de l'Est	Autres
L'équipe technique/équipe permanente/cellule exécutive	218 2.92	37 3.14	129 2.81	10 2.9	10 3.4	5 2.4	5 3	22 3.09
Chef de file	218 2.44	37 3.3	129 1.98	10 2.5	10 3.8	5 1.8	5 2.6	22 3.23
Organisations de la Société Civile du Sud ou de l'Est membres du programme	218 2.42	37 3.05	129 2.14	10 2.9	10 2.8	5 2	5 2.2	22 2.73
Organisations de la Société Civile françaises membres du programme	218 2.1	37 2.73	129 1.66	10 2.5	10 3.4	5 1.6	5 2.6	22 2.82
Prestataires venant en appui au programme : service d'appui, consultants, etc.	218 2.07	37 2.11	129 1.99	10 2.4	10 2	5 1.6	5 2.4	22 2.41
Pouvoirs publics du Sud ou de l'Est membres du programme	218 1.74	37 1.89	129 1.59	10 2.1	10 2.2	5 2	5 2	22 1.91
Autorités locales du Sud ou de l'Est membres du programme	218 1.74	37 2	129 1.61	10 1.9	10 2.1	5 2.2	5 1.8	22 1.68
Pouvoirs publics français membres du programme	218 1.71	37 2.22	129 1.39	10 1.4	10 3.5	5 1.2	5 2.2	22 2.05
Collectivités territoriales françaises membres du programme	218 1.48	37 1.95	129 1.22	10 1.7	10 1.9	5 1.2	5 2.4	22 1.77

La structure de coordination ressort comme le point d'ancrage. Les acteurs Nord ont plus d'interactions avec toutes les catégories de membres.

Les OSC Sud ont des relations régulières avec la structure de coordination, quelques interactions avec le chef de file et les autres OSC Sud et quasiment aucune interaction avec les autres acteurs des PCPA.

Globalement, les PCPA semblent avoir des difficultés à établir des niveaux d'interaction élevés entre toutes les catégories de membres.

Quel niveau de communication avez-vous maintenu avec les autres membres du programme durant l'année écoulée ?	Pays							
	TOTAL	Multi-pays	France	Algérie	Maroc	Guinée	Congo	Roumanie Bulgarie Moldavie
L'équipe technique/équipe permanente/cellule exécutive	218 2.92	25 3.04	43 3.26	34 2.76	23 2.78	21 3.24	57 2.65	15 2.87
Chef de file	218 2.44	25 3.32	43 3.28	34 1.94	23 2.35	21 2.29	57 1.82	15 2.47
Organisations de la Société Civile du Sud ou de l'Est membres du programme	218 2.42	25 2.72	43 3.02	34 2.03	23 2.35	21 3	57 1.86	15 2.47
Organisations de la Société Civile françaises membres du programme	218 2.1	25 2.84	43 2.79	34 1.68	23 2.04	21 2	57 1.44	15 2.53
Prestataires venant en appui au programme : service d'appui, consultants, etc.	218 2.07	25 2.12	43 2.09	34 2.03	23 1.83	21 2.38	57 2	15 2.27
Pouvoirs publics du Sud ou de l'Est membres du programme	218 1.74	25 1.84	43 1.98	34 1.47	23 1.96	21 2.05	57 1.42	15 2
Pouvoirs publics français membres du programme	218 1.71	25 2.48	43 2.26	34 1.53	23 1.39	21 1.81	57 1.18	15 1.6
Autorités locales du Sud ou de l'Est membres du programme	218 1.74	25 1.72	43 1.95	34 1.5	23 2	21 2.38	57 1.35	15 1.87
Collectivités territoriales françaises membres du programme	218 1.48	25 1.6	43 2.02	34 1.29	23 1.35	21 1.38	57 1.11	15 1.93

Les niveaux d'interaction sont plus faibles en Algérie et au Congo.

Renforcement des capacités

Cette question utilisait une grille à 4 niveaux de réponses, numéroté de 1 à 4.

- 4: très marqué
- 3: marqué
- 2: pas marqué
- 1: pas du tout marqué

Dans quels domaines le renforcement des capacités des organisations de la société civile du Sud et de l'Est participant au programme est-il constaté?

	Acteurs							
	TOTAL	OSC du Nord	OSC du Sud	OSC de l'Est	PP du Nord	PP du Sud	PP de l'Est	Autres
Capacité à travailler en partenariat avec d'autres acteurs	198 3.19	36 3.08	115 3.2	10 3.7	9 3.22	5 2.8	3 3	20 3.2
Fonctionnement associatif	191 3.08	36 2.97	113 3.12	9 3	6 3.17	5 3	3 2.67	19 3.16
Capacité de plaidoyer	191 2.77	34 2.82	110 2.72	10 3.1	9 3	5 2.2	3 3	20 2.8
Concertation avec les pouvoirs publics	197 2.76	35 2.77	115 2.65	10 3.4	9 2.89	4 3	4 3	20 2.85
Évolution du poids politique des Organisations de la Société Civile membres du programme	174 2.54	32 2.47	99 2.41	9 2.56	8 3.13	5 2.8	3 3	18 2.94
Fourniture de services de base	153 2.5	24 2.42	88 2.49	10 3.3	7 2.43	4 2.25	3 2.67	17 2.29
Capacité d'analyse stratégique (analyse des politiques publiques, préparation de contributions, etc.)	179 2.49	33 2.48	102 2.39	9 2.67	7 2.71	5 2.2	3 3.33	20 2.75

"Capacité à travailler en partenariat avec d'autres acteurs" et "Fonctionnement associatif" sont les domaines où le renforcement des capacités est le plus marqué.

Les OSC impliqués dans le PROCOPIIL soulignent les progrès dans trois domaines: services de base; travail en partenariat; concertation avec les pouvoirs publics. Les pouvoirs publics du Nord voient plus nettement l'augmentation du poids politique des organisations membres.

Dans quels domaines le renforcement des capacités des organisations de la société civile du Sud et de l'Est participant au programme est-il constaté?

	Pays							
	TOTAL	Multi-pays	France	Algérie	Maroc	Guinée	Congo	Roumanie Bulgarie Moldavie
Capacité à travailler en partenariat avec d'autres acteurs	198 3.19	25 3.08	40 3.15	30 2.93	21 3.29	20 3.6	50 3.14	12 3.58
Fonctionnement associatif	191 3.08	23 3.13	38 3.05	29 3.28	22 2.95	19 3.21	49 3.02	11 2.91
Capacité de plaidoyer	191 2.77	25 2.56	38 3	28 2.71	21 2.95	21 3.24	46 2.33	12 3.17
Concertation avec les pouvoirs publics	197 2.76	25 2.76	39 2.79	28 2.71	22 2.77	20 3.05	50 2.48	13 3.31
Évolution du poids politique des Organisations de la Société Civile membres du programme	174 2.54	22 2.86	36 2.56	23 2.35	22 2.55	20 3.15	40 2.1	11 2.73

Fourniture de services de base	153 2.5	18 2.44	30 2.37	25 2.88	20 2.25	13 1.69	35 2.57	12 3.25
Capacité d'analyse stratégique (analyse des politiques publiques, préparation de contributions, etc.)	179 2.49	24 2.5	36 2.67	26 2.46	22 2.32	19 3.05	41 2.05	11 2.91

La capacité de fournir des services de base est moins affectée surtout en Guinée. D'une manière générale, Guinée et BRM sont plus positifs concernant le renforcement des capacités dans la plupart des domaines. Notamment Guinée dans le domaine du plaidoyer et PROCOPIL dans le domaine de la concertation avec les PP.

Congo est aligné avec les autres sur "Capacité à travailler en partenariat avec d'autres acteurs" et "Fonctionnement associatif", mais décroche sur les autres points du renforcement des capacités.

Résultats "politiques" des PCPA

Cette question utilisait une grille à 4 niveaux de réponses, numéroté de 1 à 4.

- 4: très marqué
- 3: marqué
- 2: pas marqué
- 1: pas du tout marqué

A quel niveau peut-on constater des résultats de la concertation entre société civile et pouvoirs publics ?	Acteurs							
	TOTAL	OSC du Nord	OSC du Sud	OSC de l'Est	PP du Nord	PP du Sud	PP de l'Est	Autres
Modifications des perceptions que les acteurs ont les uns des autres	190 2.83	35 3.17	109 2.65	10 2.8	8 3.13	5 3	4 2.75	19 3.11
L'élargissement de l'espace de concertation entre société civile et pouvoirs publics	207 2.78	35 2.89	124 2.72	10 3	9 2.78	4 2.75	4 3	21 2.86
Evolution des politiques publiques, des lois/réglementations/législations	193 2.37	31 2.16	114 2.33	9 2.78	9 2.33	5 2.4	5 2.6	20 2.65
Evolution du soutien des pouvoirs publics aux Organisations de la Société Civile	189 2.34	33 2.39	112 2.29	9 2.67	7 2.14	5 2.8	4 2.5	19 2.37
Evolution du fonctionnement des services publics	184 2.02	32 1.84	107 2.02	9 2.67	9 1.56	4 2.75	4 2.75	19 1.89
Evolution des modes de prises de décision par les Pouvoirs Publics	187 2.06	33 2	111 2.03	8 2.25	8 1.75	5 2.2	4 2.5	18 2.28
Evolution des outils d'évaluation des politiques	177 1.95	32 1.78	103 1.95	8 2.63	9 1.56	4 2	4 2.25	17 2.06

Les résultats "politiques" sont en retrait par rapport aux résultats dans le domaine du renforcement des capacités. Si les acteurs pensent qu'ils ont quelques résultats au niveau du contenu des politiques, ils n'ont pas l'impression d'avoir des résultats sur le fonctionnement politique (cf. trois derniers points). Les acteurs Nord sont plus convaincus que les perceptions ont évolué.

A quel niveau peut-on constater des résultats de la concertation entre société civile et pouvoirs publics ?

	Pays							
	TOTAL	Multi-pays	France	Algérie	Maroc	Guinée	Congo	Roumanie Bulgarie Moldavie
Modifications des perceptions que les acteurs ont les uns des autres	190 2.83	24 3.08	36 3.08	32 2.69	21 2.9	20 2.8	43 2.53	14 2.93
L'élargissement de l'espace de concertation entre société civile et pouvoirs publics	207 2.78	24 2.83	40 2.8	32 2.44	22 3	21 3.14	54 2.63	14 3.14
Evolution des politiques publiques, des lois/réglementations/législations	193 2.37	24 2.25	34 2.32	30 2.07	23 2.43	21 2.95	46 2.22	15 2.8
Evolution du soutien des pouvoirs publics aux Organisations de la Société Civile	189 2.34	22 2.41	36 2.28	26 2.46	22 2.55	20 2.5	49 2.02	14 2.79
Evolution des modes de prises de décision par les Pouvoirs Publics	187 2.06	23 2.04	34 1.94	29 2.07	23 1.96	19 2.53	46 1.87	13 2.54
Evolution du fonctionnement des services publics	184 2.02	23 1.78	34 1.79	31 2.1	22 2.09	18 2.17	42 1.93	14 2.71
Evolution des outils d'évaluation des politiques	177 1.95	21 1.81	35 1.77	30 1.93	21 2.14	18 2.22	39 1.77	13 2.54

Pour les répondants, des résultats marqués sont obtenus dans les domaines des "Modifications des perceptions que les acteurs ont les uns des autres" et de "L'élargissement de l'espace de concertation entre société civile et pouvoirs publics". Les gains au niveau des espaces de concertation sont plus marqués en Guinée et Bulgarie/Roumanie/Moldavie

Niveau de la concertation entre société civile et pouvoirs publics

Cette question utilisait une grille à 4 niveaux de réponses, numéroté de 1 à 4.

- 4: très marqué
- 3: marqué
- 2: pas marqué
- 1: pas du tout marqué

A quel niveau la concertation entre Société Civile et Pouvoirs Publics s'est-elle améliorée:

	Acteurs							
	TOTAL	OSC du Nord	OSC du Sud	OSC de l'Est	PP du Nord	PP du Sud	PP de l'Est	Autres
Local	187 2.93	29 2.93	117 2.87	8 3.13	6 3.33	5 3	4 2.75	18 3.06
Régional	162 2.44	30 2.33	94 2.33	6 2.5	5 2.8	5 3.2	5 2.8	17 2.82
National	176 2.4	32 2.16	99 2.42	8 2.63	8 2.5	5 2.8	4 2.75	20 2.35

A quel niveau la concertation entre Société Civile et Pouvoirs Publics s'est-elle améliorée

	Pays							
	TOTAL	Multi-pays	France	Algérie	Maroc	Guinée	Congo	Roumanie Bulgarie Moldavie
Local	187 2.93	19 3.16	32 2.97	32 3.06	23 3.04	20 2.85	49 2.71	12 2.83
Régional	162 2.44	18 2.72	31 2.35	24 2.29	21 2.14	19 2.74	37 2.41	12 2.75
National	176 2.4	25 2.4	34 2.21	22 2.14	19 2.47	20 3.2	44 2.25	12 2.5

Les progrès dans le domaine de la concertation sont surtout constatés au niveau local, sauf dans le cas de la Guinée. Les résultats au niveau national sont faibles pour le Congo et l'Algérie.

Importance du programme pour les membres

Cette question utilisait une grille à 9 niveaux (1 à 9). Dans une telle grille, une réponse moyenne inférieure à 6 dénote un niveau d'insatisfaction.

	Acteurs							
	TOTAL	OSC du Nord	OSC du Sud	OSC de l'Est	PP du Nord	PP du Sud	PP de l'Est	Autres
Quelle est votre appréciation globale de l'efficacité du programme ?	213 6.63	37 6.65	125 6.62	10 6.7	10 5.9	5 6.8	5 7.6	21 6.71
Est-ce important pour votre organisation / institution de faire partie de ce programme ?	205 7.82	37 7.3	125 7.92	10 8.1	10 7.9	5 8.2	5 8.6	13 7.69
Votre organisation / institution bénéficie t-elle de sa participation dans ce programme?	205 6.85	37 6.41	126 6.83	10 7.5	9 7.56	5 7.4	5 8	13 6.62

Les pouvoirs publics français sont critiques concernant l'efficacité globale des programmes.

Les OSC du Nord sont en retrait concernant l'importance et les bénéfices retirés de leur participation.

	Pays							
	TOTAL	Multi-pays	France	Algérie	Maroc	Guinée	Congo	Roumanie Bulgarie Moldavie
Quelle est votre appréciation globale de l'efficacité du programme ?	213 6.63	24 6.42	43 6.56	33 7.18	23 6.3	21 7.24	54 6.24	15 7

Est-ce important pour votre organisation / institution de faire partie de ce programme ?	205 7.82	20 7.55	41 7.56	34 8.24	22 7.82	20 7.85	53 7.79	15 8.07
Votre organisation / institution bénéficie t-elle de sa participation dans ce programme?	205 6.85	19 6.74	41 6.71	34 7.38	22 6.18	20 7.15	54 6.67	15 7.4

Concernant l'importance, le score élevé de l'Algérie traduit l'importance de l'espace que propose Joussour.

Le Maroc s'approche d'une zone dangereuse en ce qui concerne la perception des bénéfices retirés de la participation (il y a probablement des membres qui questionnent leur implication surtout dans le cadre de la mise en place du réseau, qui s'annonce aussi comme une phase d'incertitude).

5 Fonds mis en place par les PCPA

Programme	Fonds	Caractéristiques
PCER	Fonds de soutien aux initiatives innovantes (FSII)	26 projets financés. Projets innovants dans le domaine de la bien-traitance
PROCOFIL	Projet régional Renforcement Institutionnel et Action Sociale (RIAS)	Établir l'état des lieux des politiques d'action sociale et des pratiques de programmation et d'organisation des services d'action sociale des collectivités locales et d'élaborer un plan de renforcement de ces pratiques dans les trois pays. Séminaires de diagnostic et réflexion sur la mise en œuvre des politiques sociales.
	Fonds d'appui aux réseaux départementaux (FARD);	Soutien à réseaux de concertation locale multi-acteurs dans le domaine de la protection de l'enfance (19 projets)
	Fonds de soutien aux initiatives départementales (FSID)	Développement des services sociaux organisés en réseaux multi-acteurs (10 projets en Roumanie): handicap, maltraitance, délinquance, etc.
	Fonds de soutien aux initiatives innovantes (FSII)	Renforcement des capacités d'associations de petite ou moyenne taille développant des pratiques innovantes (49 projets)
PCPA-Congo; phase pilote	Fonds d'appui projet (FAP)	1 appel à projets. Très ouvert en ce qui concerne les thématiques
PCPA-Congo; phase 1	Fonds d'appui projet (FAP)	1 appel à projets avec plusieurs temps d'instruction. 43 projets financés. Modifications par rapport à la phase pilote: plus possible de présenter un projet seul: soit avec PP, soit avec membre de l'AP, soit avec 2 organisations non membres de l'AP. Thématiques: toujours très ouvert
PCM1	Pas de fonds dans le PCM 1 mais un appel à projet avant le démarrage du PCM 1. Quand le PCM démarre les projets sont déjà identifiés, formulés et financés..	15 projets répartis en 5 composantes : développement rural, développement économique, développement institutionnel et accès aux droits.
	Fonds d'appui projet (FAP)	Obligation d'être en consortium franco-marocains. Premier appel demande des projets totalement structurés; 5 projets retenus

PCM2		Deuxième appel sur notes d'intentions avec accompagnement à la rédaction du projet pour les notes retenues. 6 projets retenus
	Fonds d'appuis aux initiative régionales FAIR puis PCP Programmes concerté provinciaux .	Obligation de consortium entre plusieurs associations marocaines + pouvoirs publics ou collectivité territoriale 7 FAIR régionaux puis réduction de l'échelle géographique au provincial et 5 PCP.
	Pôles thématiques 4	Réunion d'OSC avec un chef de file pour mise en œuvre d'actions de rencontres, échanges etc.
PCM3	Dynamiques nationales	Pas d'appel a projet mais poursuite de l'appui à 3 FAP initié dans le PCM2 et création d'une nouvelle dynamique sur l'expression des jeunes
	Dynamiques thématiques	Pas d'appel mais poursuite de l'appui aux 4 pôles thématiques
	Dynamiques territoriales	Pas d'appel mais analyse par coordination et COPIL des demandes émanant des OSC. Obligation de consortium avec participation des PP.
Joussour	Fonds d'appui projet (FAP)	Destinés aux OSC moyennes ou grosses. Appel à notes succinctes et accompagnement à la rédaction des projets
	Fonds d'appui aux initiatives locales FAIL	Destinées aux petites OSC. C'est le COPIL qui décide la région. Appel, réunions d'informations, formations et accompagnement à la rédaction.
	Fonds d'Initiatives Collectives de Rencontres (FICR)	Appel à manifestation d'intérêt puis dossiers complets.
Projeg	Fonds d'appui aux initiatives	Obligation de consortia avec aux moins 3 membres.
	Ligne de réactivité	Décision rapide pour activité liés aux crises
PCPA Cameroun	Fonds d'appui (FAP)	

(source: documents de programmes PCPA; rapports d'activités)

6 Objectifs et résultats attendus des PCPA

	Objectifs généraux	Objectifs spécifiques	Résultats attendus
PCER 2002-2005	Le renforcement de la capacité des acteurs de la société civile roumaine dans le domaine de la protection de l'enfance au travers de la plate-forme FONPC ainsi qu'en s'appuyant sur les partenariats franco-roumains'.	Le développement et la création de centres pilotes d'accueil, de conseil et de consultation pour différents publics cibles (ex : enfants des rues, familles en difficultés etc.) ; La formation et la transmission de compétences auprès des opérateurs du PCER et des professionnels du secteur social roumain ; Le lancement d'appels à projets pour les initiatives innovantes et l'appui aux réseaux départementaux.	<i>Non spécifiés dans la documentation consultée</i>
PROCOFIL Phase préparatoire 2005 + année 2006 et 2007	Défense des Droits de l'enfant à l'Est de l'Europe (2005) Lutte contre les maltraitances infantiles et de promotion des pratiques de bienveillance (2006-2007)	Renforcer l'organisation des sociétés civiles roumaines, bulgares et moldaves par la création d'un réseau sous régional de la protection de l'enfance à l'Est de l'Europe Capitaliser les pratiques de bienveillance relatives à l'enfance maltraitée Contribuer à l'amélioration et à l'application des politiques publiques dans le domaine de la protection de l'enfance en Roumanie, Bulgarie et Moldavie.	<i>Non spécifiés dans la documentation consultée</i>
PROCOFIL 2008	Amélioration des politiques publiques dans le domaine de la protection de l'enfance et plus largement de l'action sociale au niveau régional et européen.	Constituer un réseau régional de la protection de l'enfance à l'Est de l'Europe favorisant le renforcement des sociétés civiles roumaines, moldaves et bulgares. Renforcer la concertation pluri-acteurs afin de permettre la participation de la société civile à l'élaboration des politiques publiques dans le domaine de la Protection de l'enfance et promouvoir les résultats obtenus au niveau européen. Capitaliser les pratiques de bienveillance et assurer leur diffusion au niveau européen.	<i>Non spécifiés dans la documentation consultée</i>
PROCOFIL 2009	Promotion des pratiques de bienveillance à l'égard des enfants, des familles et des jeunes, en Roumanie, République de Moldavie et Bulgarie. Contribuer à l'amélioration des conditions de vie des enfants, des jeunes et des familles en difficultés.	Renforcer la concertation pluri acteurs afin de permettre la participation de la société civile à l'élaboration des politiques publiques dans le domaine de la protection de l'enfance en Roumanie, République de Moldavie et Bulgarie et promouvoir les résultats obtenus au niveau Européen Constituer un réseau Régional de la protection de l'enfance à l'Est de l'Europe favorisant le renforcement des sociétés civiles Capitaliser les pratiques de bienveillance et assurer leur diffusion au niveau Européen.	<i>Non spécifiés dans la documentation consultée</i>

<p>PCM 1 1999 2005</p>	<p>–</p> <p>La lutte contre la pauvreté et les inégalités ;</p> <p>La production concertée de services et de richesses, notamment par la promotion des activités génératrices de revenus ;</p> <p>L'accès aux droits et le soutien au désenclavement (territorial, social, institutionnel, etc.) des populations défavorisées ;</p> <p>La construction d'un authentique partenariat entre OSI françaises et ONG marocaines, inscrit dans une dynamique régionale euro-méditerranéenne.</p>	<p>Le renforcement du milieu associatif marocain de façon à consolider ses compétences techniques, institutionnelles et financières pour agir sur le développement local ;</p> <p>L'ouverture du milieu associatif aux autres acteurs sociaux et politico-institutionnels du développement ;</p> <p>L'appui à la formation, l'appui institutionnel et le renforcement de la concertation entre les associations,</p> <p>Les collectivités territoriales, les universités et le secteur privé.</p>	<p>1. La concertation entre les acteurs de la coopération française dans leurs interventions avec la société civile marocaine est satisfaisante et devient une pratique régulière. Le décloisonnement des actions des divers acteurs est réussi et les complémentarités dans l'action de solidarité sont nombreuses ;</p> <p>2. Un processus de désenclavement à tous les niveaux et d'accès au droits est mis en œuvre sur la base d'un partenariat élargi et consolidé entre les OSI françaises et les ONG marocaines ;</p> <p>3. Le rôle des ONG marocaines dans la production de services et de richesses est reconnu et médiatisé auprès de l'opinion publique locale et régionale. Leurs capacités institutionnelles sont rehaussées à un niveau qui leur permet d'occuper une place prépondérante dans les grands débats de société et dans la définition et la mise en œuvre de politiques de développement nationales et régionales."</p>
<p>PCM 2 2006–2010</p>	<p>Ensemble pour accompagner la jeunesse marocaine à être actrice d'un développement humain et solidaire.</p>	<p>Contribuer, par une stratégie concertée entre associations françaises et marocaines, avec leurs pouvoirs publics, à une plus grande implication des jeunes dans la société marocaine.</p>	<p>1. Un cadre de concertation et de renforcement entre associations françaises et marocaines, et avec les pouvoirs publics est mis en œuvre</p> <p>2. L'accès des jeunes à des dispositifs éducatifs de qualité est amélioré</p> <p>3. Des jeunes sont acteurs d'une économie sociale et solidaire.</p>
<p>PCM 3 2010-2013</p>	<p>Ensemble pour accompagner la jeunesse marocaine à être actrice d'un développement humain et solidaire</p>	<p>OS 1 : renforcer les capacités des jeunes marocains à exercer leur citoyenneté</p> <p>OS 2 : contribuer au renforcement de la gouvernance pluri-acteurs au niveau territorial sur les questions relatives à la jeunesse</p> <p>OS 3 : renforcer les capacités collectives des acteurs de la société civile à agir et à contribuer à la mise en œuvre de politiques publiques en faveur de la jeunesse.</p>	<p>1 Des cadres de concertation des jeunes sont mis en place (au niveau provincial, régional et national)</p> <p>2 Des outils de promotion de la participation des jeunes dans la vie publique et associative sont développés</p> <p>3 Les espaces de concertation pluri-acteurs, pour une meilleure participation des jeunes à l'élaboration des politiques publiques territoriales sont renforcés, multipliés, et pérennisés.</p> <p>4- Des pratiques en matière de gouvernance pluri-acteurs et d'accompagnement de la jeunesse sont valorisées, capitalisées et échangées</p> <p>5- L'expertise collective sur les 4 thématiques est identifiée, renforcée et pérennisée</p> <p>6- La qualification et la structuration des OSC sont renforcées.</p>

<p>Algérie Phase 1 2008 - 2010</p>	<p>1 - Contribuer à renforcer les capacités individuelles et collectives des associations algériennes qui agissent au bénéfice de la jeunesse et de l'enfance.</p> <p>2- Concourir à accroître l'impact de l'action des associations pour l'amélioration de la situation de la jeunesse et de l'enfance en Algérie.</p>	<p>1.1 - Contribuer à renforcer le dynamisme et l'action des associations « de base » et leur insertion dans des dynamiques locales et/ou « pluri-acteurs ».</p> <p>1.2 - Accompagner la « professionnalisation » des associations les plus expérimentées.</p> <p>1.3 - Favoriser la mise en réseau des associations impliquées dans le programme.</p> <p>1.4 - Aider le réseau mis en place à développer ses capacités de proposition et de dialogue avec les pouvoirs publics.</p> <p>2.1- contribuent à une meilleure prise en charge des enfants et des jeunes les plus vulnérables et à lutter contre la marginalisation de ces publics.</p> <p>2.2- innovent pour la prise en considération de besoins sociaux encore insuffisamment couverts dans le domaine de l'enfance (notamment le pré et le péri scolaire, les activités d'éveil, la prise en charge des exclus du système scolaire).</p> <p>2.3- favorisent l'insertion des jeunes dans la société en améliorant leurs conditions de vie et en favorisant le développement de leurs pratiques citoyennes, fondées à la fois sur l'accès au droit et le partage des responsabilités</p>	<p>A Une cinquantaine d'associations ont accru leurs capacités, élargi leur tissu de relations et amélioré leur notoriété en réalisant leur action (initiatives).</p> <p>B Une vingtaine d'associations ont réalisé des projets « d'envergure » et développé leurs capacités à monter et à gérer des projets.</p> <p>C Une quinzaine d'associations a conforté ou démarré une relation durable et équilibrée avec un partenaire français, susceptible de se développer dans la durée. La consolidation des capacités collectives de ces associations notamment dans leur rapport avec les pouvoirs publics passe par ces deux autres résultats :</p> <p>D Un réseau organisé d'associations algériennes a démontré sa capacité à cogérer avec transparence et efficacité un programme de grande ampleur. Les pouvoirs publics ont été associés à cette gestion.</p> <p>E Le réseau associatif ainsi constitué a initié avec les pouvoirs publics un débat sur les politiques publiques les plus directement reliées aux centres d'intérêt du programme (protection de l'enfance, développement de « programmes par et pour les jeunes », nouvelle législation sur les associations, etc.).</p>
<p>Algérie Phase 2 2010- 2012-</p>	<p>Contribuer au renforcement des associations algériennes et françaises actives dans les domaines de l'enfance et de la jeunesse et à améliorer la prise en charge et la place de cette population cible en Algérie.</p>	<p>OS.1 - Renforcer l'action des petites associations locales et leur insertion dans des dynamiques territoriales et/ou pluri-acteurs et accompagner la démarche de professionnalisation des associations les plus expérimentées.</p> <p>OS 2 - Favoriser la mise en réseau des acteurs impliqués dans le programme et aider ce réseau à développer ses capacités de proposition et de dialogue avec les pouvoirs publics notamment territoriaux.</p>	<p>1. Une soixantaine d'associations algériennes ont accru leur capacités, amélioré leur notoriété en concrétisant leurs initiatives, réalisé des projets d'envergure et développé leurs capacités à gérer des projets dédiés à l'enfance et à la jeunesse en partenariat avec des associations et institutions algériennes et des partenaires français.</p> <p>2. Le réseau franco algérien constitué dans le cadre de Jousour a démontré sa capacité à gérer et à animer avec transparence et efficacité un programme collectif de grande ampleur et les associations algériennes ont gagné en crédibilité vis à vis des pouvoirs publics de leurs territoires en initiant un débat sur les enjeux des politiques liées à l'enfance et à la jeunesse.</p>

<p>Congo Phase 1 2008-2011</p>	<p>1 Renforcer l'efficacité et la crédibilité des OSC congolaises en tenant compte de leur diversité ;</p> <p>2 Renforcer les dynamiques collectives au sein de la société civile congolaise ;</p> <p>3 Contribuer à l'amélioration du dialogue entre pouvoirs publics et société civile</p>	<p>11 Inciter les OSC à mettre en pratique les valeurs dont elles se réclament : gouvernance démocratique, respect des statuts, gestion transparente, indépendance vis-à-vis du politique, etc.</p> <p>12 Inciter et aider les OSC à élargir leur base sociale, en élargissant et en ré animant leur vie associative ou syndicale, et / ou en renforçant leur lien avec les populations et les organisations de base avec lesquelles elles travaillent.</p> <p>13 Permettre aux OSC qui ont déjà amorcé un début de « professionnalisation », de poursuivre et d'amplifier leurs actions et de profiter de ce volume d'activités pour renforcer leurs capacités dans les domaines qu'elles auront elle-même jugés prioritaires.</p> <p>14 Aider les OSC les plus crédibles à diversifier et à accroître leurs partenariats financiers et leur inscription dans des réseaux internationaux..</p> <p>21 Aider les OSC qui interviennent sur les mêmes thématiques ou sur les mêmes territoires, sans avoir l'habitude du travail en commun, à commencer à conduire des actions communes.</p> <p>22 Aider les collectifs, réseaux et plates formes d'OSC déjà structurés à renforcer leur action et leur cohésion.</p> <p>31 Renforcer les capacités de proposition et de plaider de quelques plates-formes thématiques, et faciliter un dialogue durable entre celles-ci et leurs interlocuteurs.</p> <p>32 Permettre aux OSC et à leurs membres d'être informés de l'agenda des pouvoirs publics et de mieux connaître le fonctionnement des institutions publiques.</p> <p>33 Contribuer à l'information réciproque de l'ensemble des OSC qui participent au dialogue avec les pouvoirs publics.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - L'assemblée Plénière du PCPA a adopté un code de bonne conduite. - Une cinquantaine d'OSC a participé aux débats et aux échanges. Elles appliquent progressivement ce code - Une dizaine d'OSC a initié des actions collectives qui mobilisent au total une quarantaine d'organisations et les ont conduit à se rapprocher de leur base - Entre six et dix OSC ont initié des projets « d'envergure » associés un premier plan de renforcement de leur capacité - Une dizaine d'OSC a initié des démarches pour diversifier leurs partenariats financiers avec l'aide du PCPA - Une trentaine d'OSC a assisté aux réunions organisées avec les bailleurs institutionnels installés à Brazzaville. Ces OSC connaissent mieux les procédures et les politiques de ces bailleurs - Une soixantaine d'OSC a assisté aux réunions d'échanges et d'informations consacrées aux institutions publiques et aux politiques sectorielles - Les membres de quatre au cinq collectifs ont participé à la formation organisée sur le fonctionnement en réseau. Ils ont réinvesti les acquis de cette formation pour contribuer à redynamiser leurs structures collectives - Une demi-douzaine de Collectifs ou de plates-formes ont défini et amorcé la réalisation de programme d'action commun. - La moitié de ces plans d'actions visent l'élaboration ou la mise en œuvre d'actions de plaider en direction des pouvoir public - Les membres de trois ou quatre plates-formes thématiques ont participé à la formation organisée sur le plaider. Ils ont réinvesti les acquis de cette formation pour contribuer à dynamiser le fonctionnement de leur plate-forme - Les OSC membres de plates-formes ou de collectifs sont mieux informés des agendas politiques via le bulletin et le site. - Une centaine d'OSC reçoivent régulièrement bulletin dialogue citoyen. Une trentaine y a contribué.
---	--	--	---

Guinée Phase 1 2008-2010	Contribuer, dans le cadre de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté, à l'amélioration de la gouvernance et au renforcement des capacités institutionnelles et humaines	Faciliter, dans le cadre d'un partenariat pluri-acteurs, la participation de la société civile et de la jeunesse guinéennes à la formulation et la mise en œuvre des politiques publiques sectorielles de développement	<ul style="list-style-type: none"> - la capacité opérationnelle et la bonne gouvernance des OSC guinéennes appuyées par le PROJEG sont renforcées - des cadres de concertation et de mise en réseau construits autour d'un partenariat pluri-acteurs sont fonctionnels - des OSC guinéennes et françaises ont influencé les politiques par leur plaidoyer sur les problématiques de la dette, la lutte contre la corruption, la gestion foncière et l'environnement minier - l'expression de la jeunesse et sa participation sont prises en compte dans l'obtention des résultats attendus par le PROJEG
Guinée Phase 2 2011 2012	La société civile guinéenne, et notamment les organisations de jeunes dans le cadre d'un partenariat pluri-acteurs, pèse sur la définition et la mise en œuvre des politiques publiques, afin que ces politiques contribuent au développement durable et à la réduction des inégalités et de la pauvreté.	<p>1 Amener la société civile à contribuer plus particulièrement à l'évolution des politiques et des gestions publiques les plus stratégiques au niveau national, régional et local.</p> <p>2 Appuyer la Société Civile dans la consolidation de la démocratie et de la paix pour favoriser le débat public et la mise en œuvre efficace des politiques publiques.</p>	<p>Résultat 1 : La capacité opérationnelle et la bonne gouvernance des OSC et des réseaux/platformes guinéennes appuyées par le PROJEG sont renforcées</p> <p>Résultat 2 : Des cadres de concertation et de mise en réseau construits autour d'un partenariat pluri-acteurs sont fonctionnels</p> <p>Résultat 3 : Des OSC guinéennes et étrangères ont influencé les politiques par leur plaidoyer sur les problématiques de la gestion des ressources publiques, l'environnement minier et la jeunesse.</p> <p>Résultat 4 : Des OSC guinéennes, notamment de jeunesse, en lien avec des organisations étrangères, ont contribué à la consolidation démocratique et au maintien de la paix.</p>
Cameroun 2005-2007	Renforcer la capacité de négociation, de participation et d'interpellation de la société civile camerounaise sur des actions spécifiques dans le cadre dynamique d'une coopération renforcée et redéfinie entre les OSCC et les OSCF.	<p>Objectif spécifique 1 : Promouvoir et assurer l'implication des organisations des civiles camerounaises et françaises dans les politiques publiques et les stratégies de coopération</p> <p>Objectif spécifique 2 : Assurer la promotion et la défense des droits de l'Homme et de l'Etat de droit par les OSC</p> <p>Objectif spécifique 3 : Renforcer les OSC en favorisant leur décloisonnement, les initiatives collectives et le développement des compétences</p>	<i>Non spécifiés dans la documentation consultée</i>

(source: documents de programmes PCPA; rapports d'activités; rapports d'évaluation et de capitalisation)